

GALA « RADIO-LIBERTAIRE », 2 DÉC 88 - 20 H - (PARIS)
À LA MUTUALITÉ FONT ET VAL / XAVIER LACOUTURE

ISSN 0026-9433

T 2137 - 727 - 10,00 F



heβδο

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°727 JEUDI 24 NOVEMBRE 1988 10,00 F

NOUVELLE-CALEDONIE

L'IRLANDE DU PACIFIQUE



TU VOIS, LA NOUVELLE-CALEDONIE
ELLE VA RENTRER DANS L'EUROPE

C'EST DINGUE!

C'EST À CAUSE DES
MOUVEMENTS POLITIQUES



Pieracci

F°P. 2520

communiqués éditions

• RENNES

Les groupes de la Fédération anarchiste et de la CLÉA de Rennes organisent, le mercredi 30 novembre, à partir de 18 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars, une réunion-débat non-stop sur le thème : « J'irai pas à l'armée ». De l'objection à l'insoumission en passant par la militarisation de la société, tous les sujets y seront passés en revue.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une exposition de peintres libertaires : « Armant-Yano » du 3 au 24 décembre, au cercle Jean-Rostand (rue Montebello, à Toulon). Vernissage samedi 3 décembre à 15 h. Ouvert les mercredis, samedis, dimanches (de 15 h à 18 h 30), entrée libre.

• DIEPPE

Un groupe est en formation sur Dieppe. Nous appelons les libertaires de la région à prendre contact avec le groupe de Rouen qui transmettra (CES, 24, rue de Crosnes, 76000 Rouen).

• FOUGÈRES

Il est possible de prendre contact avec la liaison Fougères en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

Ecoles parallèles, collectifs parents-enfants, réseaux d'enseignements mutuels... Catherine Baker (auteur du livre « Les cahiers au feu ») nous emmène sur les chemins buissonniers d'une éducation différente le samedi 3 décembre, à 15 h, au Centre culturel Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, Lille, métro Fives).

• EVRY

La liaison d'Evry assure une vente du « Monde libertaire » chaque vendredi entre 17 h et 19 h à la gare d'Evry.

• LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : 25 novembre, « Repli individualiste et individualisme anarchiste » ; 2 décembre, « Le rapport annuel d'Amnesty » ; 9 décembre, « Pour une éducation différente ». D'autre part, les camarades investis dans le domaine pédagogique (GFEN, ICEM, etc.) ou dans le syndicalisme enseignant (à la CFDT notamment) peuvent contacter le groupe Benoît-Broutchoux pour échange d'informations (FA, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, tél. : 20.47.62.65).

• BREST

Le groupe « Les Temps Nouveaux » de Brest organise, le samedi 3 décembre, à 20 h 30, au centre social de Pen Ar Creac'h, rue du professeur Chrehen, une réunion-débat sur le thème : « Quel avenir pour le syndicalisme ? ».

• « GRAFFITI »

Le numéro 5 d'octobre 1988 de « Graffiti », journal du groupe « Humeurs Noires » de Lille, est paru. Il est disponible au prix de 3 F à la librairie du Monde libertaire.



Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :

- Camillo Berneri, « Œuvres choisies » à 120 F ;
- Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.

On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).

FONT & VAL LAGOUTURE

2 décembre. 20H. La Mutualité.

Gala de soutien
Réservation immédiate
Publico, 145, rue Amelot
M^o République - Tél. 48.05.34.08
Places : 100 F (carte RL, 70 F)
Libertaire 89.4
LA VOIX SANS MAÎTRE

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : Interview d'un militant du FLNKS, Le référendum du 6 novembre, Editorial — PAGE 4, Luttons : NMPP, Universités, PTT, En bref — PAGE 5, Dans le monde : L'Etat palestinien — PAGE 5, Informations internationales : Séminaire pour la paix en Corée du Sud, Liste des participants, Texte de la Fédération des anarchistes de Corée — PAGE 6, Informations internationales : Texte de la Fédération des anarchistes de Corée, Résolution — PAGE 7, Informations internationales : Texte de la Fédération anarchiste française — PAGE 8, Société : Brèves sur la pollution, Super-Phénix, Elevage des porcs — PAGE 9, Arguments : Berneri, œuvres choisies — PAGE 10, Arguments : Berneri, œuvres choisies — PAGE 11, Expressions : Horoscope, Cinéma, Note de lecture, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Répression : Prisonniers antifascistes, Détention préventive, Pays basque.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-Vanzetti » de Chelles : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Arcueil : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

• Yvelines
Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

• Val-d'Oise
Groupe « Haro » d'Argenteuil : permanences tous les premiers dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P. Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Cycle de cours sur l'anarchisme

La Commission propagande des Relations intérieures organise une série de cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- le 29 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
- le 6 décembre : « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? », l'action au quotidien.

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (métro Blanche).

Fédération anarchiste

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°56 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

APRÈS LE REFERENDUM...

Interview de Wassissi Iopué

Wassissi Iopué est un des responsables du FLNKS-France. Militant du PALIKA (1), il est également co-auteur d'un livre qui vient de paraître : *Ces îles que l'on dit françaises* (2), ouvrage constitué de contributions des mouvements de libération de Kanaky, de Corse et de Guadeloupe. Il fait le point sur les spécificités du colonialisme français dans ces trois îles, les mouvements de libération qui existent, leurs bases, ce qu'ils proposent comme alternatives économiques, politiques et culturelles...

Wassissi Iopué était l'invité du collectif Kanaky-AISDPK d'Angoulême pour animer un meeting sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

La rédaction

(1) Parti de libération kanak.
(2) *Ces îles que l'on dit françaises, ouvrage coordonné par Dominique Ghisoni, Wassissi Iopué, Camille Rabin, éd. Harmattan, referendum ? En France, d'abord.*

— Collectif Kanaky-AISDPK : Comment analyses-tu les résultats du referendum ? En France d'abord.

— Wassissi Iopué : Il y a eu une très faible participation (37%). Plusieurs raisons à cela : les gens ne sont pas assez informés sur la situation là-bas, sur les enjeux de ces accords. Plusieurs meetings ont été organisés, la campagne a été très rapide, et l'essentiel n'a pas été vu, c'est-à-dire l'information sur la situation coloniale en Nouvelle-Calédonie.

Les gens ne comprennent pas la réalité de la situation sur place. Et ce n'est pas la campagne publicitaire télévisée qui a pu les y aider : après les drames de Hienghène, d'Ouvéa, découvrir tout d'un coup des spots sur la fraternité et la paix... là, on ne comprend plus. Pourquoi s'entretenir dans des lieux paradisiaques ? L'explication tient aussi au fait qu'il n'y a pas d'enjeu électoral. La

Nouvelle-Calédonie ne rapporte pas de voix, ni à la gauche, ni à la droite. La campagne a donc été très molle. Et les Français sont passés à côté du problème de fond, qui est la présence française là-bas, le colonialisme. D'autre part, les conflits sociaux ont un peu occulté la campagne. Il était difficile de mobiliser les gens, d'autant plus qu'à travers les différents conflits, c'est Rocard qui était visé.

— C K-A : Comment analyses-tu les résultats en Nouvelle-Calédonie ?

— W I : Seul le FLNKS a respecté ses engagements ; il a mobilisé toute sa base pour voter « oui ». Il y a eu beaucoup d'explications, trois conventions du FLNKS, de nombreuses réunions, beaucoup de bouche à oreille. La population a compris, c'est le fruit d'une méthode de travail qui fait que les décisions sont partagées par l'ensemble de la population kanak.

Ce n'est pas le cas du RPCR. Les responsables ont pris les décisions seuls ; ils ont entériné les accords très rapidement, et la population calédonienne n'a pas compris les accords.

La population caldoche, essentiellement regroupée à Nouméa et dans sa proche banlieue a un peu boycotté le referendum et a dans sa majorité dit « non » aux accords et au projet de loi, comme le demandait le Front calédonien. Mais ce « non » ne me semble pas être un « non » aux accords, qu'ils n'ont pas compris. C'est un « non » aux socialistes, à la politique socialiste qu'ils récusent en bloc depuis le projet l'indépendance-association de 1984-1985. Pour eux, « socialistes » signifie « indépendance ».

— C K-A : Ce rejet des accords par la majorité des Caldoches présente-t-il des risques de dérapage au niveau de l'extrême droite et des milices caldoches ?

— W I : Les gens ont massivement voté « non », mais ce « non » n'était pas dirigé contre Lafleur. Lafleur reste le représentant de la grosse bourgeoisie caldoche. Les gens ont voté contre les accords de Matignon.

Par contre, les petits propriétaires caldoches qui vivent au fond des vallées, qui sont forcés de vivre au contact des kanaks, ont voté « oui » aux accords, contrairement aux gens de Nouméa. Car, quand il y a des événements graves, ils sont les premiers concernés, et ils ont marre. Maintenant, ils veulent que,

au moins pour dix ans, il y ait la paix, que ce soit constructif.

— C K-A : A propos de la démarche actuelle du FLNKS : le FLNKS joue-t-il le jeu des accords par stratégie politique, ou pense-t-il que le gouvernement a vraiment la volonté de décoloniser ?

— W I : Les contradictions coloniales sont toujours en place en Nouvelle-Calédonie. Le problème reste entier. Dix ans ne suffiront pas à rééquilibrer 135 ans de colonisation. Le système a des bases très solides. Ce ne sont pas des petites réformes comme ça qui pourront changer énormément les choses. Par exemple, l'enseignement est typiquement colonial. Et tant que la France sera présente, il en sera ainsi.



L'économie est contrôlée par les Caldoches. C'est une économie d'import et de dépendance vis-à-vis de l'extérieur qui profite à la grosse bourgeoisie (l'Etat français injecte tous les ans trois milliards de francs).

Les accords de Matignon, sur certains points précis, peuvent nous aider. Sortie de Nouméa, la Nouvelle-Calédonie est un pays sous-développé. Les Kanaks, politiquement, économiquement, socialement, ont toujours été à l'écart du système. Ce n'est pas pour intégrer le système que nous nous engageons dans les accords ; mais ces accords vont permettre aux communes indépendantistes de faire des routes, de construire des écoles, de mettre en place l'eau, l'électricité, des sanitaires, de s'équiper. Ce qui n'a jamais été fait en 135 ans de colonisation. C'est la terre à terre, le concret.

Il nous faut construire une économie viable pour préparer l'indépendance, et ne plus être dépendants de

la France. Dix ans, c'est le minimum pour former des gens : des docteurs, des ingénieurs, des gens capables...

La stratégie du FLNKS n'est donc pas une stratégie globale. On ne va pas dans les accords de Matignon avec beaucoup de cœur. On s'engage pour un certain nombre de points précis, dont l'amnistie des prisonniers aussi. Le FLNKS a dit que le plan Rocard est un plan néo-colonial, qui ne prend pas en compte la revendication d'indépendance, mais on va essayer de fonctionner dedans, de grappiller ce qui est possible, pour faire en sorte que les gens vivent mieux.

Notre stratégie globale reste la chartre du FLNKS, c'est-à-dire acquérir le pouvoir politique, économique, et prendre en charge l'indépendance.

— C K-A : Comment peut-on envisager l'avenir après ce referendum ?

— W I : Nous allons essayer de former des gens. C'est le point qui nous tient le plus à cœur. Former des gens en fonction des besoins réels : agriculture, mines, enseignement...

Pendant la période Pons, nous avons essayé de créer : groupements d'agriculteurs, coopératives de pêche, GIE de production de café (Groupements d'intérêt économique) ; ces projets ont manqué de techniciens, de gestionnaires.

— C K-A : Et par rapport au problème foncier ?

— W I : Nous sommes pour la récupération de toutes les terres.

— C K-A : Mais ce n'est pas dans les accords...

— W I : Il n'y a effectivement aucune garantie. Ce que disent les accords, c'est que les gens qui sont élus dans les provinces doivent se concerter avec le comité consultatif coutumier, le FLNKS, les colons en place, pour discuter des problèmes fonciers.

En 1984-1985, l'office foncier distribuait les terres non cultivées aux Kanaks qui les revendiquaient. L'ADRAF mise en place par Pons a fait le contraire, redistribuant des terres aux colons. Ça a créé des tensions très fortes. Et aujourd'hui, il n'y a pas de statut définitif pour les terres. C'est un élément qui n'a pas été pris en compte dans les accords.

Propos recueillis par le groupe d'Angoulême

LE REFERENDUM DU 6 NOVEMBRE

Quelques surprises

Entendre nos ténors politiques, ainsi que les médias, l'ensemble de la population kanak, à l'exception d'Ouvéa, aurait largement suivi la consigne du FLNKS : voter « oui » le 6 novembre.

Mais revenons sur la convention du Front qui a donné son aval aux accords Rocard. Très peu de comités de lutte (structures de base du FLNKS) y étaient présents (9 sur 23) ; ces derniers ne participèrent pour ainsi dire pas aux débats. Seuls les staffs des groupes de pression se sont exprimés pour dire « oui » au referendum, afin d'obtenir la libération et l'amnistie des prisonniers indépendantistes. Par contre, le FULK fera connaître sa position après la convention : il appellera au « non ». De plus, ce groupe de pression avait proposé que le Front organise un congrès avant le referendum pour que le FLNKS puisse définir sa stratégie par rapport aux accords Matignon. Cette proposition fut en partie rejetée, puisque le congrès se déroula le 3 décembre.

A la lecture des différentes dépêches de l'Agence kanak de presse (AKP), on a l'impression que certains groupes de pression (Union calédonienne) n'avaient pas la volonté qu'un réel débat de fond sur les accords ait lieu. D'ailleurs, la campagne du FLNKS en Kanaky a été très discrète. Celle-ci a porté essentiellement sur l'amnistie et la libération des prisonniers politiques et l'indemnisation des dégâts survenus pendant les événements. Ce n'est pas un hasard, pour la population kanak ce sont des points très importants.

Sachons qu'à Ouvéa, 54,3% des personnes inscrites sur les listes électorales se sont abstenues, qu'il y a 0,4% de bulletins blancs ou nuls, 5,8% de « non » et 38,8% de « oui ». En 1985 (scrutin pour le

statut Fabius-Pisani, où le FLNKS avait appelé à voter), il y a eu 20% d'abstention.

L'ensemble de la population kanak a moins suivi les consignes du Front qu'en 1985 (1). De là à penser que le FULK perd en influence, il y a un pas qu'on ne peut franchir aujourd'hui. A l'avenir, il faudra regarder de près comment la situation évolue sur le terrain, dans les comités de lutte ; est-ce que le FLNKS ne va pas accroître son influence en essayant de recomposer les comités et aussi la jeunesse qui, d'après certaines informations, tend de plus en plus à se radicaliser ?

En ce qui concerne les Caldoches, la tendance est la suivante : plus ceux-ci vivent aux côtés des Kanaks, plus ils ont voté « oui ». Cela traduit trois phénomènes :
• entre 1985 et 1986 (gestion des régions Fabius) les broussards ont bien été obligés de reconnaître que la gestion des régions par les Kanaks leur a apporté des avantages matériels qu'ils ne connaissaient pas auparavant : irrigation des terres, santé, etc. ;

• aujourd'hui, toujours du point de vue des broussards, il faut compter avec les Kanaks, ils sont une force réelle qu'on ne pourra éradiquer ;

• si à Nouméa le « non » l'a emporté, cela signifie que la droite affairiste ne veut absolument pas remettre en cause son hégémonie économique et sociale, donc ses privilèges : pas touche au système colonial ! Lorsque l'on sait que Nouméa est le poumon de la Nouvelle-Calédonie, et que le découpage des provinces prévu par les accords Matignon a concentré la quasi-totalité des richesses dans la province Sud (Nouméa), on peut craindre le pire, voire même la partition ! « Refus de toute réforme de structure et

pérennité du système économique-politique : c'est la bible caldoche » (2).

Il est clair que si l'on ne remet pas en cause le système, la situation coloniale perdurera. On ne peut à la fois dire que l'on veut défendre les droits de l'homme et mettre en avant la raison d'Etat pour préserver les intérêts de la France dans le Sud-Pacifique ou alors « la démocratie s'arrête où commence la raison d'Etat » (Pasqua).

J'ai montré dans un précédent article (3) que les accords Rocard ne changeront rien à la situation en Nouvelle-Calédonie où, nous l'avons vu plus haut, ils donneront naissance à une partition. Une population lutte contre le colonialisme, les anarchistes ne peuvent rester indifférents.

Dans l'immédiat, nous devons nous battre pour l'amnistie de tous les prisonniers indépendantistes, même ceux écroués et inculpés après le 20 août (les accords ne prévoient qu'une amnistie pour les délits commis avant le 20 août) (4). C'est l'Etat français au nom de la justice française qui réprime ! C'est l'Etat français qui maintient le colonialisme. L'Etat a ses raisons que nous ne lui reconnaissons pas, que nous combattons !

J-C (Gr. Sabate)

(1) Par rapport à 1985, on constate globalement une perte d'environ 15% ; plus de 50% de la population kanak n'a pas suivi la consigne du Front, si l'on compte les blancs, les nuls, les « non », les abstentions, ainsi que les « oui » par rapport au nombre d'inscrits sur les listes électorales.

(2) J P Benet, Le dossier calédonien, la Découverte, p. 39.

(3) Monde libertaire n° 719.

(4) Vingt-cinq Kanaks ont été amnistiés et remis en liberté à Nouméa et vingt-six autres libérés des prisons métropolitaines en vertu de la loi réformatrice.

Editorial

LES dirigeants socialistes et communistes sont emmerdés. Ils pourraient faire une coordination, mais, voilà, ils hésitent. Les socialistes ont besoin des communistes à l'Assemblée et ces derniers des premiers pour les municipales de mars 1989. Mais le PCF veut s'en tenir à l'accord électoral de 1983, alors que le PS estime que l'audience électorale de son ex-allié a considérablement diminué. Et puis comment s'entendre avec un parti qui critique le gouvernement ? D'où la colère de Gros Quinquin : le PCF est mis en quarantaine jusqu'au 11 décembre. D'ici là pas d'accords locaux. Est-ce un hasard, les députés communistes ont déployé tout leur savoir-faire dans la nuit du 18 au 19 novembre pour ne pas gêner le gouvernement, sans renier leurs prises de positions publiques. Ils se sont notamment opposés au budget des PTT — grève oblige — quand les centristes s'abstenaient, et ils n'ont pas voté le budget de la Justice — comme les centristes — tout en relevant que les crédits supplémentaires apportaient « une réponse partielle aux demandes des personnels concernés et un écho aux revendications que nous avions formulées ». Les postiers votent, pas les taulards. Pourtant socialistes et communistes ne font pas tant de chichis pour s'entendre concrètement, au niveau de notre vécu : et « je » donne des centaines de milliards à l'armée et « nous » soutenons l'avion Rafale, et « j' » approuve la construction de nouvelles prisons et « nous » soutenons la « lutte » des matons, et « je » garde la loi Pasqua et « nous » appliquons des quotas à l'encontre des élèves et étudiants étrangers, etc. Pour cette quatrième consultation électorale en moins d'un an, les anarchistes ne souhaitent pas seulement un taux d'abstention record, comme celui du dernier referendum. Ils veulent surtout une coordination de toutes les luttes pour la dignité et l'égalité qui, isolées, restent catégorielles.

PRESSE

NMPP-Hersant

Qui connaît en France la structure interne des Nouvelles Messageries de la presse parisienne ? Organisme « patronné » à la Libération par le Conseil national de la résistance, il garantit à toute publication, quels que soient son tirage et son espace publicitaire, d'être distribuée comme les autres. Les médias tentent bien sûr de dénoncer la main mise de la CGT (c'est-à-dire son influence syndicale) et de reprendre l'idée de feu Amaury, directeur du *Parisien libéré* : faire un système de distribution uniquement basé sur le profit.

La pieuvre et le papivore

Le problème s'est aggravé ces dernières années quand Hachette

Jussieu
(suite et fin ?)

Comment un étudiant étranger peut s'inscrire à l'université (de son choix) quand l'administration de celle-ci lui demande un titre de séjour et que, pour obtenir ce papier, il lui faut présenter une inscription à la fac ? A Jussieu, les étudiants étrangers qui avaient été recalés sur dossier, puis rattrapés en partie lors de l'épreuve de la grève de la faim (cf. les *Mondes libertaires* n° 725 et 726), ont finalement été reçus lundi 14 novembre au soir. Ils ont obtenu l'assurance d'être inscrits à Paris VI-Paris VII ou dans une université parisienne. Avis aux futurs candidats.

C N

en bref...en bref...

• **ANTIMILITARISME.** Les objecteurs du Tarn pensent déjà aux fêtes de Noël. *Sous les bérets...* la vase, c'est le titre de l'album de dessins antimilitaristes qu'ils vous proposent d'offrir à cette occasion. Quarante-six dessinateurs de différents pays participent à ce livre de 65 pages, préfacé par Denis Langlois. Son prix est de 55 F (+ 5 F de port), 50 F au-dessus de 5 exemplaires et de 45 F à partir de 10 exemplaires. Pour le commander, s'adresser au COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

• **ANTIFASCISME.** Le SCALP (Section carrément anti-Le Pen) vient de sortir un calendrier « carrément antifasciste » pour l'année 1989. Vous y trouverez des dessins, des photos, des adresses, des textes de réflexion sur ce thème. Il est disponible au prix de 25 F (+ 4 F de port) au CERF (Centre d'étude contre le racisme et le fascisme), BP 4131, 31030 Toulouse cedex (chèque à l'ordre du CERF).

• **REVUE.** *Courant Alternatif*, mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire, vient de sortir son 80^e numéro. Ce numéro propose « un tour du monde des luttes : de Berlin à la Palestine en passant par le Pays basque, des peuples sont en mouvement pour leur libération ». Quant à la France, ce journal se penche sur le mouvement des infirmières et la lutte dans les prisons. *Courant Alternatif* est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 18 F.

est arrivé à 49% des actions des NMPP. Le groupe pieuvre de l'édition a été aux premières loges pour des opérations immobilières fructueuses (dont l'immeuble de la rue Réaumur, siège des NMPP) et faire des misères à la concurrence. Et qui fait le « poids » face à la pieuvre Hachette ? Le papivore Hersant, dont le supplément télévision concurrence les produits Hachette. Comme Hersant prévoit grand avec sa nouvelle usine à Foissy, son projet de quotidien populaire à 2 francs (*Paris Star*) et ses suppléments au *Figaro*, le carcan des NMPP lui pèse. Alors, grand provocateur qu'il est le « papivore Bob » convoque la section CGT des Messageries et leur dit tout de go qu'il veut quitter les NMPP. Comme d'un autre côté l'extension de son parc machines en région parisienne provoque à terme la fermeture de quelques imprimeries de province, l'émotion monte chez les travailleurs du Livre. D'où la grève des NMPP la seconde semaine de novembre et le lock-out partiel des imprimeries parisiennes du groupe Hersant, événements qui aboutissent le vendredi 11 novembre à un accord au Syndicat de la presse parisienne (patronal). Les travailleurs des NMPP reprennent le travail avec une déclaration du séminaire Philippe Villin du groupe Hersant qui stipulait que ce dernier restait dans les NMPP mais entendait avoir une réduction de facture...

Là se pose le problème de fond : habilement manœuvrés, les travailleurs n'avaient-ils pas fait grève pour le roi de Prusse ? Les syndicats du Livre assistant en témoins à la « réconciliation bidon » du groupe Hersant et d'Hachette via les NMPP. Qui a gagné dans l'affaire ? Le papivore, qui voulait une révision en baisse de sa note NMPP, ou le groupe Hachette, qui voulait l'assurance que Hersant et ses produits restent dans le circuit NMPP ?

Ce n'est qu'un début...

Les travailleurs des NMPP ont montré leur détermination et ceux des autres syndicats du Livre leur solidarité. Ils ont consolidé l'édifice NMPP jusqu'à la prochaine alerte, et ils devraient avoir en tête le slogan de 68 : « ce n'est pas qu'un début, continuons le combat »...

Car le temps et la modernisation sont contre les travailleurs du Livre, la place que les technocrates de la communication leur réservent est bien chiche. Tout en reconnaissant leur savoir professionnel, on cherche à les disséminer d'un bout à l'autre de la chaîne de fabrication.

Au-delà de la surenchère, on devrait avoir aussi en tête l'épisode historique des canuts de Lyon. Entre s'opposer à la modernisation et préserver une place professionnelle, pour l'an 2000, il faudrait trouver une voie « médiane » où tous les travailleurs du Livre se retrouvent. En n'oubliant pas que le progrès n'est pas nécessairement anti-ouvrier, et que les positions « pures et dures » ne sont souvent (mais pas toujours...) qu'un marchepied électoraliste. L'intérêt ouvrier se mesure parfois à l'aune du temps.

Sitting BULL

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

CFDT

La normalisation commence

Le mouvement social qui grandit en dehors des consignes des confédérations syndicales, et aussi en dehors des formes habituelles de protestation organisées et canalisées, avec occupations et actions spectaculaires, constitue un formidable défi pour les syndicalistes qui proclament depuis longtemps que le syndicalisme doit s'adapter à des formes d'action qui proscrivent la grève. La période est donc particulièrement délicate pour la CFDT qui tient son congrès confédéral à Strasbourg cette semaine.

Le désaveu de la base

Les options développées par la CFDT sont battues en brèche et clairement désavouées par sa base. Il ne reste donc plus à ses dirigeants que deux options : soit la volte-face qui lui permettrait de reprendre pied dans le bouillonnement revendicatif en cours, soit confirmer ses positions, ce qui suppose une mise au pas de toutes les structures de base qui refusent la collaboration avec le gouvernement Rocard. Il est plus que probable que c'est cette seconde solution qui prévaudra. D'ailleurs, ils ont déjà commencé à prendre des mesures, comme dans la Santé et les PTT.

La fédération des PTT s'est permise d'écrire à tous ses adhérents d'Ile-de-France, pour dénoncer l'action de son union régionale et du syndicat des services postaux de Paris dans le conflit des chauffeurs de la DMT, terminant sa diatribe en affirmant que cette situation n'était plus tolérable parce qu'elle conduisait à la mort de la CFDT-PTT en Ile-de-France. Dans la langue de bois des bureaucrates, ce langage est clair : il annonce la suspension d'un certain nombre de responsables des structures syndicales concernées. D'ailleurs, la fédération aurait déjà ouvert le feu en écrivant à l'administration pour enlever leurs mandats syndicaux à cinq militants des garages parisiens, et en décidant le rattachement direct à la fédération des adhérents du secteur de la conduite, du moins ce qu'il en reste. Méthode bureaucratique s'il en est, et qui a suscité une réaction violente de l'ensemble des militants concernés.

Assis sur leur nuage à cent lieues de la réalité, les permanents fédéraux se sont persuadés que leurs positions sont forcément justes et que si des structures de base ne les suivaient pas, cela ne pouvait être qu'une trahison de l'opinion de la grande masse des adhérents. Et quand une majorité du syndicat a émis un avis négatif sur la signature de l'accord Fonction publique, la fédération a décidé de donner un avis positif, estimant que l'avis des adhérents de base était différent.

Au service
des partis de gauche

Ces gens-là ont en fait une conception du syndicalisme qui vise à en faire une force de contrôle des mouvements sociaux au service des partis de gauche. Les revendications votées par les congrès ne valent sans doute que sous les gouvernements de droite...

Quant à la démocratie et au fédéralisme, deux termes dont ils se gargarisent à souhait, ils signifient pour eux que la minorité doit s'aligner sur l'opinion de la majorité une fois la décision prise. Formidable détournement de termes qui vise à appeler fédéralisme ce qui n'est en fait que la plus pure tradition du centralisme (parfois « démocratique »), sur la base duquel fonctionnent la totalité des partis politiques de droite comme de gauche. Vouloir introduire les mêmes principes dans les organisations syndicales constitue une atteinte caractérisée à



l'indépendance et au pluralisme, sans lesquels le syndicat cesse d'avoir vocation à rassembler tous les salariés pour devenir la courroie de transmission d'une chapelle politique.

Tous les véritables défenseurs du syndicalisme ne manqueront pas de réagir avec violence contre le coup de force qui se prépare, toutes opinions confondues. Et on se ren-

dra compte que la résistance à la normalisation est plus forte que prévue, et qu'elle englobe également des militants convaincus des partis au pouvoir. Agiter l'épouvantail du gauchisme manipulateur ne pourra faire illusion longtemps. En attendant, bon congrès, camarades !

LEGRAND

UNIVERSITÉ

L'appel étudiant

UNE réunion étudiante le 5 novembre à Rouen a débouché sur un appel à une réunion nationale. Lors de cette deuxième réunion, le 19 novembre,

à Créteil, il y avait moins d'une centaine d'étudiants mandatés par des assemblées générales ou observateurs. On trouvait quelques non-syndiqués et des syndiqués (UNEF-ID, PSA, UNEF).

Les étudiants présents ont constaté la relative faiblesse de la mobilisation, la pétition-appel élaborée le 5 novembre n'ayant recueilli que quelques milliers de signatures, soit environ 0,3% du nombre d'étudiants. Les socialistes et les communistes, sauf exception, ont fait leur maximum pour empêcher cette action.

Pendant le débat, des JCR de l'UNEF-ID ont proposé de collaborer au mouvement de revendication des travailleurs de l'Éducation le 30 novembre (voir appel ci-contre). Puis le sujet d'un lien d'information entre étudiants actifs a été abordé brièvement et semble devoir se réduire à un échange de coordonnées pour rendre compte des résultats du 30, ville par ville.

Pourtant, une idée commence à germer : la préparation d'une action à moyen terme. Tout d'abord à partir des situations locales vécues par les étudiants, les personnels, les enseignants, réussir à établir des revendications chiffrées. Puis les rassembler, les globaliser au niveau du pays et ainsi pouvoir argumenter la demande d'une loi de programmation.

Certains étudiants actifs viennent de comprendre qu'il ne faut pas jouer les avant-gardes autoproclamées. Mais, au contraire, il faut une information de tous les étudiants pour qu'ils aient la possibilité de définir leurs revendications. C'est l'unique façon de permettre aux étudiants de (re)construire un mouvement revendicatif, sans craindre la menace récupératrice des états-majors syndicalo-politiciens.

L'auto-gestion ne se décrète pas, elle s'apprend dans la lutte auto-organisée. Aux anarchistes d'exprimer clairement leurs idées et d'en proposer une mise en pratique quand c'est possible.

LAURENT
(Gr. Flores-Magón)

Appel national

Les conditions de la rentrée universitaire ont été déplorables. En effet, cours et TD sont surchargés. Le nombre d'étudiants dans beaucoup d'universités a dépassé du double les capacités d'accueil initiales. Certaines universités ont déjà réagi en se mobilisant (Lille, Rouen, Montpellier, Paris VIII, etc.).

Partout les mêmes problèmes jalonent les universités de France. Le projet de budget 1989 ne permet pas d'assurer dans des conditions acceptables le 2^e semestre 1988-1989 et la rentrée 1989.

Dans chaque TD, cours, UFR, université, il faut ensemble avec les personnels et enseignants déterminer les besoins et mesures d'urgence. Une loi de programmation est donc nécessaire pour l'université des « 2 millions d'étudiants en l'an 2000 », une augmentation du nombre d'inscrits d'au moins 8% par an.

Nous ne sommes pas les seuls acteurs de l'université ; étudiants, enseignants, personnels ATOS, lycéens ont des intérêts communs. C'est pourquoi nous appelons les étudiants à saisir l'occasion de la journée d'action des enseignants du 30 novembre 1988 pour se réunir et déterminer des modalités d'action (assemblée générale, grève, participation aux manifestations, etc.). A l'issue de la réunion nationale en présence d'étudiants des universités de Brest, Amiens, Grenoble, Lyon, Rouen, Tolbiac, Assas, Nanterre, Jussieu, Sorbonne, Clichy, Malakoff et Créteil a été décidé cet appel s'adressant à tous les étudiants. Nous demandons aux organisations syndicales de l'Enseignement supérieur de le soutenir.

PALESTINE

L'Etat fantôme

C'ETAIT, il y a trois ans, autour de la mer Morte. Salomon, un Israélien moyen, né sur le sol de l'Etat israélien, faisait un large geste de bras en désignant le paysage, rongé de sel, ressemblant à la surface de la lune : « C'est ici qu'il faudrait les mettre tous, ces Arabes. Mais, suit un geste de mépris, eux, bien sûr, veulent Jérusalem ! ».

« Eux », « ces Arabes », ce sont les Palestiniens, auxquels Israël refuse même leur appellation authentique. Les Israéliens, sauf une minorité, répandent constamment envers eux un climat de haine et la conviction de leur propre supériorité ; ils aiment se donner une apparence colonialiste (mangeant au restaurant, le fusil posé à côté de l'assiette) qui devrait pourtant rappeler des souvenirs à certains immigrés plus âgés...

Derrière les barbelés

Ce climat soigneusement entretenu par le gouvernement, avec l'aide des services secrets, a abouti à la récente victoire de la droite et de Shamir. Rendre responsable l'intifada de cette poussée fasciste serait confondre causes et effets. Ce climat contraste d'une façon frappante avec l'ambiance qui règne dans le



moins petit village et dans les camps des territoires occupés, où on a l'impression de prendre un bol d'eau fraîche, offert par ce peuple vivant derrière les barbelés. On respire mieux dans cette atmosphère de jeunesse, d'enthousiasme, de dignité, de calme résolution et d'unité égalitaire. Rarement aussi on a rencontré des femmes musulmanes plus libres, indépendantes et actives dans leur lutte et décidant d'elles-mêmes. Dans le vécu de tous les jours, dans les initiatives de tous ces innombrables petits comités locaux autonomes, l'OLP semble

plutôt éloignée, et combien de fois on entend cette phrase fière : « Personne ne nous commande ! ». Et pourtant, et ça se comprend aussi, on brandit le portrait de Yasser Arafat en tant que symbole de l'unité face au monde extérieur.

Et depuis le 15 novembre 1988, « l'Etat palestinien » existe, alors... Ainsi en fut-il décidé à Alger. Ça serait donc enfin gagné ? Hélas !, cette proclamation paraît plutôt une sinistre farce politicienne, une « danse de la paix » macabre de l'OLP avec un partenaire chiméri-

que. Car cette « voie de la paix » repose sur une concession sans précédent : la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Concession qui, il y a quelques temps encore, semblait impensable. Alors, les doutes se lèvent, en observant toutes ces têtes de politiciens à la tribune à Alger, se serrant contre Arafat, futur chef d'Etat présumé ; la lutte pour le pouvoir s'étale déjà et promet d'être farouche. Que faut-il penser de la « victoire » de Yasser Arafat et de ses stratégies obscures et changeantes, de ses échanges de baisers avec le petit Hussein de Jordanie, bon copain d'Israël ?

A quel jeu jouet-on avec le peuple palestinien

D'autres questions se posent par simple bon sens. Comment les hommes d'Arafat, dont on ne doute pourtant pas du pragmatisme, vont-ils faire pour résoudre, entre autres, le problème des Arabes de nationalité israélienne, comme à Haïfa, Acco, partout en Galilée ? Ils sont considérés comme des citoyens de deuxième catégorie, poussés vers des quartiers misérables, exclus des budgets sociaux et culturels communaux, manquant en réalité de tous les droits civiques. Et que vont devenir les Bédouins du désert de

Néghev qui font aussi partie de cette minorité arabe et qui sont dépouillés de leurs territoires traditionnels, déportés vers des « concentration towns », forcés à la sédentarisation, coupés de leurs moyens d'existence, dont le plus précieux est l'eau ? L'Etat-OLP va-t-il les sacrifier ?

A part cela, quelle attitude adopteront les « cousins arabes » voisins, qui — le passé l'a montré — n'ont pas montré un sens de famille très poussé (malgré leur « approbation » d'aujourd'hui) ? Bref, quel jeu joue-t-on encore avec le peuple palestinien qui, après tant d'années de courage et de dignité, mériterait mieux que d'être, une fois de plus, un pion dans les mains d'obscurs joueurs de pouvoir ?

Les drapeaux palestiniens brandis, les feux d'artifices et les danses de joie dans les rues ne peuvent pas cacher que, jusqu'à ce jour, il n'y a qu'un seul grand gagnant de cette résolution algérienne : Israël, dont, enfin, l'existence est reconnue officiellement par leur ennemi le plus dangereux, au sein de leur Etat même.

Et ce n'est pas pour demain que Salomon cédera Jérusalem, sa « Ville sainte » à « eux ».

DAGMAR

info. internationales

SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Présentation du secrétaire de la FAK

Les 28, 29, 30 et 31 octobre dernier s'est tenu au Séong Cultural Center de Séoul (Corée du Sud) le Premier Séminaire international pour la paix dans le monde, organisé à l'initiative de la Fédération des anarchistes de Corée (FAK), avec la participation de divers instituts et organismes philosophiques et culturels coréens.

Quatre axes d'approche avaient été proposés voici quelques mois aux participants :

1. Causes et effets de la guerre.
2. L'état actuel de l'armement mondial.
3. Comment prévenir une guerre éventuelle.
4. Autres aspects relevant de ce projet.

Si une majorité des interventions allaient se référer directement à la pensée libertaire, certaines autres se positionnaient très franchement comme social-démocrates, écolo-pacifistes, ou même... soviétiques. Le caractère pluraliste des invitations en voulait ainsi. Les participants, une vingtaine, allaient, durant les deux premières journées, présenter leur point de vue avant de confronter leurs idées lors d'une dernière journée qui parut, à beaucoup, trop courte, au vu des thèmes abordés.

Pour être diverses, et parfois contradictoires, les interventions furent toujours de bon niveau. Nous nous efforçons de publier les meilleures d'entre elles, les plus originales ou les plus innovantes au cours des semaines à venir. Cette semaine, avec la présentation de Ha Ki Rak, secrétaire de la FAK, vous pourrez prendre connaissance du texte présenté par le délégué de la Fédération anarchiste française, ainsi que la résolution finale du séminaire, adoptée à l'unanimité des présents lors de la cérémonie de clôture.

Secrétariat aux relations internationales

LE problème concernant la guerre et la paix dépend essentiellement de comment est interprétée l'histoire. En d'autres termes, cela dépend de la manière dont on regarde les changements dans l'histoire : comme la procédure de notre développement spirituel ou comme des luttes de classes causées par le développement de produits matériels. Mais peut-on expliquer entièrement toutes les luttes par une formule aussi simple ? Je pense qu'une approche complexe socio-économique est ici nécessaire, dans laquelle les actions et les réactions des facteurs matériels et spirituels sont associées.

Les guerres n'ont cessé d'éclater depuis que les Etats sont apparus sur Terre. Il y a différents types de guerres ; des guerres à tirs tendus et des guerres diplomatiques ou commerciales, avec une « arrière-garde » militaire. Ces dernières étant ce que l'on appelle les guerres froides. Les luttes de classes sont aussi, d'une certaine manière, une guerre intérieure.

On sait que la Première et la Seconde Guerres mondiales furent les « prétextes » pour la possession et la répartition des colonies entre les puissances, c'est-à-dire les batailles entre les pays ayant le plus de colonies et ceux qui en possé-

daient moins. Il y a eu, périodiquement, une guerre froide entre deux guerres sanglantes, durant lesquelles des dizaines de millions de gens étaient tués ou blessés et où d'immenses héritages culturels étaient détruits.

Combien de temps se passa-t-il entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre coréenne ? Personne ne nie le fait que cela n'était pas une guerre de classes, mais induite par la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS. Et combien de temps, après le cessez-le-feu coréen, éclata la guerre du Vietnam ? Cette guerre fut créée par la confrontation entre les politiques d'intervention du pouvoir et l'autonomie d'un « petit » pays.

Aujourd'hui, le monde est divisé en blocs militaires, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Ils s'opposent face à face et forment un obstacle à la démocratisation (ou libération) dans chaque bloc.

L'URSS a réprimé les vagues de libération en Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne et dans les trois pays baltes à l'aide de la force militaire, et les Etats-Unis sont intervenus en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il y a une similitude entre ces deux puissances, dépassant les systèmes idéologiques et politiques.

On peut trouver un cas similaire dans l'histoire. Lors de la période turbulente de la Chine ancienne Ve-III siècles avant Jésus-Christ, les Etats féodaux agissaient de même avec pour but d'établir « une nation saine et une armée forte ». « Une nation saine » signifiait le confort pour les dirigeants, alors que les gens s'appauvrirent. « Une

Liste des participants

Ha Ki Rak (Taegn), délégué de la FAK, « Introduction au débat ».

Bae, Sonkeun (Séoul), professeur à Korea University, « Les problèmes de la classe laborieuse en Corée ».

Charles Crute (Londres), éditeur de Freedom Press, « Les causes de la guerre ».

Gua Da-nian (Hong-Kong), délégué du Hong-Kong Group, « Réflexions sur la paix et le désarmement ».

Lok (Hong-Kong), délégué du Hong-Kong Group, « Réflexion sur la paix et le désarmement en Asie de l'Est ».

Horst Stowasser (Francfort), animateur de Das Anarchives, « Comment prévenir une guerre éventuelle ? ».

Chung Man-kyo (Séoul), directeur de l'« Unification de la Corée », « Le Moyen-Orient passé et présent ».

Howard Besser (San Francisco), éditeur de Blacklist, « Les groupes indépendants pour la paix ».

Jim Campbell (Toronto), éditeur du magazine Budoza, « Prisonniers politiques en Amérique du Nord ».

Kantanty Radziwil (Varsovie), délégué du mouvement Paix et Liberté, « Rapport sur le mouvement pacifiste polonais ».

Leight Kendall (Melbourne), délégué de Anarcho-Syndicalist Federation, « Comment prévenir une guerre éventuelle ».

Luciano Loiacono (Paris), délégué de la Fédération anarchiste française, « L'Etat et la guerre ».

Marco Rossi (Livourne), délégué de la Fédération anarchiste italienne, « Comment prévenir une guerre éventuelle ».

Miura Seicha (Tokyo), éditeur du Libertaire, « Cause et effets de la guerre ».

Mshveniadze (Moscou), délégué de l'Académie philosophique soviétique, « Sur la nouvelle pensée politique ».

Pedro Sanchez Serano (Barcelone), délégué de la Fédération anarchiste ibérique, « Armement et militarisme social ».

Peter Fordham (Londres), délégué du groupe Greenpeace London, « Conception générale du mouvement pour la paix ».

Roberto Ambrosoli (Milan), délégué du Centro Studi Libertari, « Guerre, paix et antimilitarisme anarchiste ».

Stephen Roper (Melbourne), délégué de Libertarian Workers, « Comment prévenir une guerre éventuelle ».

Steve Izma (Toronto), délégué du Toronto Group, « Technologie militaire au Canada ».

Steven Gallacher (Edinburgh), délégué de Counter Information, « Le rôle de Counter Information dans le mouvement et pour la paix ».

Xu, Myeongjong (Pusan), professeur à Donga University, « La tradition pacifiste en Asie de l'Est ».

SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Présentation du secrétaire de la FAK (suite)

Suite de la page 5

armée forte » signifiait le renforcement des dirigeants, pendant que les gens étaient réduits à la misère. Lao-tseu (environ de 604 à 501 avant Jésus-Christ) disait « plus les dirigeants imposent leurs peuples, plus ces derniers se trouvent en désarroi ». Ainsi, un Etat sain correspond à un peuple pauvre ; une armée forte implique un peuple faible. D'un autre côté, plus le pouvoir de l'Etat diminue, plus la liberté du peuple grandit ; une armée en dépérissement, un peuple fort.

A cette époque, Menchius rencontra le roi « Hye » du pays de Ryand. Le roi lui souhaita la bienvenue et dit : « Vous avez parcouru une grande distance et apporterez à mon pays beaucoup de profits. » Menchius lui répondit : « Pourquoi parlez-vous de profits. La générosité et la justice existent aussi. » Aujourd'hui existe le prétendu « village Terre », créé par l'homme, dû aux développements des transports et de la communication. Maintenant les pays ne devraient pas rechercher leurs seuls propres profits. Il est désirable que les peuples de par le monde s'entraident sur des bases de générosité et de justice.

Pendant que des millions de gens meurent de faim dans certaines régions du monde, des pouvoirs s'opposent et se concurrencent pour produire le plus grand stock de bombes nucléaires, pour tuer des millions de gens en une fois.

Dans quel but passent-ils leur temps à fabriquer des bombes nucléaires ? Les considèrent-ils comme des œuvres d'art ? Les exposeront-ils aux musées comme des curiosités ? Sûrement pas ! Ils espèrent sans doute les utiliser un jour. Lao-tseu a dit : « L'arme n'est pas un bon instrument... ceux qui l'aiment aiment tuer les gens. » Aujourd'hui une arme est devenue un destructeur de masse qui peut détruire toute l'humanité. Doit-on permettre que des développements culturels telles la science et la technologie soient utilisés pour un but si mesquin, sans rien dire ?

La conscience humaine ne l'acceptera pas. Notre séminaire n'est pas une réunion dans laquelle on discute de théories dépassées, mais celle d'intellectuels pratiques et actifs. Depuis longtemps les gens ont passé leur temps à interpréter le monde, mais ce qui est important c'est de savoir comment le réformer. Le problème qui se pose à nous est de savoir comment transformer le monde, avec une histoire de guerres, vers la paix. C'est la tâche urgente qui nous attend.

Pour arriver à cela, un changement de système de valeurs est primordial. En d'autres termes, la valeur standard centrée sur la nation devrait se transformer en celle centrée sur l'humain. Les hommes sont faits pour vivre en harmonie dans une société et non pas pour vivre seuls. La société est au mieux

une coordination nécessaire à l'existence humaine. L'homme ne peut être réellement humain que s'il a une vie physique et mentale, contrairement à ce que l'on nomme « la personne totale », par exemple la nation ou l'humanité qui sont des conceptions abstraites sans aucune base physique ni mentale. Y a-t-il quelque chose de plus important que sa propre vie ? Personne n'échangerait sa vie pour tout l'or du monde. Kant dit un jour : « Nous devrions considérer l'homme comme un but et non comme un moyen ».

Su-un (environ 1824-1864 avant Jésus-Christ), fondateur de l'école orientale lors de la dynastie Lee enseigna que « L'homme est le paradis. Donc nous devons estimer l'homme comme le paradis ». En disant que : « L'homme est le paradis », il signifie que l'homme est l'entité de plus importante valeur. Aussi la différenciation féodale de la position sociale, tels le riche et le pauvre, le noble et l'indigent, et l'homme et la femme, devrait être abolie. La doctrine de Sun-un était si dangereuse pour l'ordre établi qu'elle aurait pu signifier la destruction de la base du statut social féodal. Aussi fut-il exécuté en mars 1864 par les autorités nationales, accusé de semer le désordre.

Parmi les nécessités de la vie, nous trouvons les vêtements, la nourriture et le toit. Il est dit, en Orient, qu'on doit être d'abord bien nourri avant d'être bien éduqué. Aussi, nous devrions corriger les irrationalités sociales. L'économie de capitalistes devrait être changée en économie pour le bien-être des gens.

Dans le système de production capitaliste, la ploutocratie a des relations étroites avec les autorités gouvernementales. Plus leurs relations sont proches, et plus les contradictions sociales sont importantes. Comment éliminer le désordre social ? Durant le début de la dynastie Lee en Corée, il y avait une théorie de l'énergie qui s'opposait à une théorie de la logique. Seo Hwa-dam (1489-1546) mit en place la théorie de l'énergie qui s'opposait au néo-confucianisme. Ce dernier mettait l'accent sur la logique, la souveraineté du logicien sur l'énergie. Il fut ensuite question de l'autonomie de l'énergie. « Le logicien n'a pas sa source en dehors de l'énergie » pour le contrôler ensuite, mais celle-ci inclut en elle-même le logicien comme sa loi du mouvement. C'est l'origine du mouvement et de la production. La théorie de « l'autonomie de l'énergie » peut être appliquée à la théorie sociale, on parlera alors d'« autogestion » de l'industrie par les travailleurs.

plus clairement que le livre de Godwin et demandait une liberté générale pour les travailleurs, en plus de la liberté civile.

Son idée ne resta pas seulement une idée, la révolution des paysans de la province de Honan, en 1894, était une combinaison entre le concept centré sur l'homme de Su-un et l'anarcho-communisme de Da-san. La révolution avait libéré complètement le district, riche en grain, où la moitié de la production de riz en Corée était cultivée. Les camarades d'Europe peuvent imaginer les circonstances et l'importance de la paysannerie à la lumière de la Révolution espagnole de 1936.

La partie commune aux deux révolutions est que la Révolution espagnole a été détruite par les armées fascistes de Hitler et Mussolini, et la révolution paysanne de Corée l'a été par l'armée fasciste du Japon. La différence est que cette dernière précéda l'autre de 40 ans.

La procédure réelle de l'histoire passe à la même vitesse dans tous les pays, mais une idée peut précéder ou suivre cette procédure. Je pense que la Corée, qui était en retard dans son économie, peut précéder les pays européens qui étaient en avance. Dans la proposition, « l'autocontrôle des industries par les travailleurs », la conception de « travailleur » englobe les cols bleus aussi bien que les cols blancs. Aussi la consommation générale des travailleurs, concernant les nécessités quotidiennes, devrait être garantie au-dessus d'un niveau fixe, et une demande réelle pour la quantité et la qualité devrait être satisfaite individuellement. En d'autres termes, c'est la « consommation selon les besoins ».

Qu'est-ce que le capital ? Je pense que c'est la valeur accumulée de travail et que ce devrait être le pouvoir de reproduction dans l'industrie. Il devrait donc être

réduit à la reproduction de la valeur ; la possession privée d'un surplus de valeur devrait être éliminée. Dans de telles circonstances, les barrières tarifaires des pays devraient disparaître, et la force de travail, les produits et le capital, entendu en ce sens, devraient interagir librement. Sous ce principe, les fournitures de luxe et militaires ne devraient pas être fabriquées. Elles ne sont pas des nécessités quotidiennes, mais un poison corrompant des vies. Si les travailleurs ne coopèrent pas dans la fabrication et le transport des fournitures militaires, on peut réellement empêcher la guerre.

Qui peut empêcher la guerre ? Les travailleurs, et leur puissance unitaire à travers le monde est nécessaire pour l'empêcher. Un pays seul ne peut atteindre cette tâche.

Les organisations des travailleurs du monde entier doivent être internationalement réunies. La Première Internationale avait déclaré « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ! » Aujourd'hui, nous organisons l'Association du mouvement international pour la paix (International Peace Movement Association) en Corée. Nous demandons aux pays du monde d'agir de concert avec nous. A un tournant où l'histoire de guerres du monde doit être changée en histoire de paix, le cœur de cette tâche doit être l'IPA et le cerveau l'IFA (Internationale des fédérations anarchistes).

HA KI KAK
(Secrétaire de

la Fédération anarchiste coréenne)

Déclaration à la conférence sur la paix et contre la guerre qui s'est tenue à Séoul (Corée du Sud), du 28 au 31 octobre 1988. La résolution, adoptée à l'humanité lors de ce séminaire, vous sera communiquée ultérieurement.



Pendant, un système de valeur fondé sur l'homme n'a rien à voir avec la vision restreinte de l'égoïsme, car si « je » suis important car homme, donc « tu » l'est aussi. Su-un ne pouvait accepter aucune hiérarchisation humaine. Sur cette base une société anarchiste pourrait se réaliser là où les hommes se respectent et où la liberté de chacun serait garantie. En ce sens, cette façon de pensée mène au socialisme. Le nationalisme centralisé ignore les valeurs inhérentes à l'humain et pense qu'elles ne sont que des moyens utilisés par l'autorité nationale, se faisant tantôt appeler « socialisme » ou libéralisme. Les peuples deviennent alors un objet de dépravation utilisé par la classe dirigeante avec l'aide d'une bureaucratie hiérarchique. Et lorsque les autorités nationales veulent agrandir leur territoire, les peuples deviennent toujours les victimes des guerres.

Notre problème suivant est de savoir quel type de système économique peut empêcher la guerre.

Jeong Da-san, fondateur du positivisme, à la fin de la dynastie Lee, hérite de la théorie de l'énergie de Hwa-dam et l'introduit dans « le système de la terre du village ». Il proposa que dans un village les gens possèdent collectivement et cultivent et moissonnent ensemble. La différence entre un village riche et un village pauvre peut être éliminée par des transports libres entre les deux villages, et cela sans besoin d'intervention des autorités gouvernementales. Chacun peut choisir son travail d'après son libre arbitre. Personne ne peut prendre la part des autres, mais tout le monde devrait gagner son pain par ses propres efforts. Chacun devrait travailler et consommer selon sa propre compétence et ses propres besoins. Le « système de la terre et du village » était un système anarcho-communiste. Jeong Dan-san proposa ce système à l'époque où William Godwin publia *La justice politique* et où la Révolution française éclata. Son idée révéla les caractéristiques de l'anarcho-communisme

Résolution

Le 1^{er} Séminaire international pour la paix dans le monde, tenu à Séoul, Corée du Sud, des 28 au 31 octobre, adresse un appel aux groupes indépendants et aux individus à travers le monde pour continuer et renforcer leurs efforts, non seulement pour prévenir une guerre toujours possible, mais aussi pour éliminer toutes les causes de guerre et d'oppression. Dans la mesure où l'absence de guerre ne signifie pas pour autant la paix, et qu'une paix réelle n'est pas possible dans le cadre des sociétés hiérarchisées, le séminaire appelle tous les militants à intensifier leurs efforts pour détruire tous les pouvoirs centralistes, hiérarchisés et oppresseurs par la construction de nouvelles structures dans lesquelles les peuples pourront développer l'autogestion et des relations sociales sans recours à l'exploitation, à l'impérialisme et au pillage anti-écologique de la planète. C'est la seule voie dans laquelle une paix durable peut être atteinte.

Le séminaire lance un appel spécial de solidarité en faveur de tous les antimilitaristes emprisonnés, partout dans le monde, et réclame leur libération immédiate.

Le séminaire était organisé par la Fédération des anarchistes de Corée (FAK) et a rassemblé des militants, des scientifiques, des délégués et des intervenants individuels de différents pays : Australie, Allemagne de l'Ouest, Canada, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Italie, Japon, Corée, Pologne, Etats-Unis, URSS.



SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Contribution de la Fédération anarchiste française

EN tant qu'organisation spécifique anarchiste, la Fédération anarchiste française, adhérente à l'IFA se doit de contribuer à ce séminaire sur la paix par un propos non seulement pacifiste et humaniste, mais aussi anti-étatique et révolutionnaire.

La paix, en tant que telle, n'est qu'une idée, un concept. Comme réalité, elle ne peut se définir que par rapport à son contraire : la guerre, conflit violent à caractère inter-national, inter-étatique (1).

Aussi, si nous pensons le phénomène des guerres comme indissociable de celui des Etats, il est tout à fait logique de concevoir un pacifisme radical qui conteste non seulement certaines prérogatives des Etats, mais aussi leurs fondements, principes et existence.

Nous aborderons le rôle spécifique de l'Etat dans le phénomène guerrier ; celui du nationalisme et des lobbies militaristes. Nous évoquerons les tendances nouvelles que prennent les conflits militaires avant d'envisager ce qui peut être fait par les individus, groupes et sociétés civiles pour empêcher les guerres, mais aussi instaurer un ordre économique et social garant de la paix.

Le monopole de la violence

Pour gouverner et justifier la domination qu'il exerce sur la société civile, l'Etat prétend assumer un rôle d'arbitre de la vie sociale, comme régulateur des conflits.

Pour ce faire et assurer la « sécurité des personnes et des biens », l'Etat se réserve le monopole de la violence légitime, sa gestion et son usage.

Seul à pouvoir utiliser légalement la violence (dans le cadre de dispositions politiques, juridiques, administratives qu'il a lui-même définies), l'Etat en fait usage dans deux directions : à l'intérieur des frontières qui définissent géographiquement les limites de son autorité, et à l'extérieur de ces frontières :

- à l'intérieur pour maintenir les normes d'organisation sociale et économique capitalistes ;
- à l'extérieur pour maintenir ou étendre son aire d'influence politique, et celle économique, du capitalisme « maison » dont il défend les intérêts.

Pour remplir ces fonctions répressives, offensives ou défensives, l'Etat entretient :

- pour l'intérieur des forces de police qui exercent la violence pour maintenir (dans des limites qu'il juge acceptables) les transgressions de l'ordre économique et social, ainsi que la contestation politique ;
- pour l'extérieur des forces armées qui exercent la violence dans le cadre des confrontations internationales, inter-étatiques directes qu'on appelle « les guerres » (2).

Ces guerres sont dans les faits la traduction sur le terrain militaire des conflits politiques et économiques.

Plus que dans on ne sait quelle « folie des hommes », leurs causes sont à rechercher dans les tendances bellicistes et expansionnistes de tout système de domination et d'exploitation.

Comme le disait très bien Proudhon : « Ce sont les gouvernements qui, après avoir eu la prétention d'établir l'ordre dans l'humanité, ont ensuite classé les peuples en corps hostiles : comme leur unique occupation était de produire au-dedans la servitude, leur habileté consistait à entretenir au-dehors, en fait ou en perspective, la guerre. » (3).

La légitimation de la violence étatique

La légitimation de l'usage de la violence par l'Etat passe obligatoirement

par le conditionnement idéologique. Celui-ci est opéré par le système éducatif ; la pression globale culturelle des médias et celle des appareils d'influence ; la propagande officielle en tant que telle ; et bien sûr par le conditionnement direct et physique de la jeunesse grâce aux différentes formes de services nationaux.

Cette entreprise d'intoxication trouve une traduction complexe et aboutie dans le nationalisme.

A la fois esthétique, culte de l'Etat et mystique communautaire, le nationalisme procède de l'identification de l'individu à la Raison d'Etat, par l'identification des intérêts particuliers des composantes sociales à ceux de l'appareil d'Etat.

Ainsi tous les antagonismes sociaux, économiques et culturels sont niés pour fondre la société entière dans le creuset de « la Nation ».

En revanche, tout ce qui participe à la « communauté d'intérêts », au « patrimoine historique commun » sur la base d'une identité ethnoculturelle spécifique, est valorisé.

On le voit, l'action du nationalisme est double. Elle isole un groupe humain de la communauté universelle et simultanément détruit au sein du groupe isolé tout particularisme, toute référence à une originalité spécifique.

Pour s'imposer, le nationalisme doit réduire, détruire toutes les tendances « centrifuges » au sein de la société.

De ce point de vue, autant dire que les concepts de « classes sociales », « d'intérêts économiques distincts ou antagonistes » ne peuvent exister, pas plus que ceux « d'identités régionales ou ethniques ».

Bien entendu, le nationalisme n'a pas toujours la forme caricaturale du « Patriotisme » criard et va-t'en-guerre.

Des formulations modernes du nationalisme sont apparues.

Dans les démocraties libérales, le nationalisme prétend trouver sa source dans la démocratie même, et sa justification dans la nécessité de défendre au plan géopolitique les institutions et valeurs qui la sous-tendent.

Nationalité et citoyenneté sont ici confondues pour tenter de démontrer que le culte de l'Etat républicain est celui des droits de l'homme (4).

Dans les pays socialistes, nationalisme et patriotisme ont été intégrés comme valeurs « révolutionnaires ». La défense du socialisme a laissé place à « la défense de la Patrie socialiste », ce qui permet de placer au premier rang des priorités la défense stratégique des frontières de l'Etat socialiste (reléguant au second plan la révolution sociale). En second lieu, de justifier par un climat de péril entretenu la militarisation sociale et l'état permanent « d'exception », propres à tous les systèmes dictatoriaux, dont ceux qui se réclament du marxisme-léninisme.

De manière caricaturale :

- A l'Ouest, celui qui conteste et revendique est un irresponsable prêt à brader les acquis de la démocratie, un déstabilisateur qui fait le jeu des ayatollahs ou des Cosaques.
- A l'Est, celui qui conteste et revendique est inconscient des acquis du socialisme. Il doit être soigné ou rééduqué. S'il persiste, c'est un élément antisocial, un mauvais patriote, et pour tout dire un agent objectif de l'impérialisme, un saboteur à la solde de l'étranger. La nécessité historique commande alors de la « réduire en miettes » (5).

Disons pour conclure ce chapitre que tout Etat étant virtuellement en guerre, du fait des tendances du capitalisme, le discours nationaliste s'avère tendanciellement paranoïa-

que. Agressif vis-à-vis de l'étranger, il devient oppressif au niveau interne, et fait de toute personne qui refuse le consensus intérieur un agent objectif de l'étranger.

L'armée, institution « pousse-au-crime »

La position des anarchistes peut se résumer à ceci : le capitalisme (sous toutes ses formes, étatiques ou privées) est par nature expansionniste et porteur de conflits. L'Etat est la structure politique qui lui est indispensable pour préparer, gérer, conduire les guerres.

Exploitation économique et domination politique forment un couple indissociable, générateur de guerre.

Il est donc inévitable que l'Etat soit une structure policière et militaire :

- soit comme dans les sociétés libérales où l'institution militaire est directement dépendante du pouvoir civil ;
- soit comme dans les trois quarts des pays du monde, gouvernés directement par des militaires.

L'Etat ne faisant alors plus qu'un avec la machinerie militaire qui étend ses « compétences » jusque dans l'administration des choses politiques, sociales, voire économiques.

Dans ce dernier cas, le plus répandu sur la planète, force est de constater qu'il n'est pas un pays dirigé par les militaires qui ne soit aussi une dictature.

En fait, l'armée n'est pas un simple instrument, utilisable à bon ou mauvais escient. Elle s'avère être un corps autonome dont l'influence sur la vie politique reste irréductible, quelle que soit sa marge de manœuvre.

Plusieurs raisons expliquent sans doute cela.

Tout d'abord, gestionnaire de la violence institutionnelle de masse et dépositaire du monopole de la mort administrée, elle possède la force.

Ensuite, comme toute corporation, elle cultive ses propres règles, ses propres principes qu'elle nourrit d'une histoire, d'une esthétique, d'une « culture » à part entière. Elle envisage le monde selon ses valeurs et tend à vouloir organiser la société selon son propre mode d'organisation.

Parce qu'elle rêve le monde à son image, l'armée fait peser un danger permanent, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières.

Virtuellement, le projet politique et social de l'armée est le totalitarisme (hiérarchie absolue, soumission et obéissance totales). Tendance, sa vocation est d'entretenir une permanence des conflits et des guerres.

Sa justification première étant « sécuritaire », elle tend à créer les « périls » qu'elle dénonce. D'abord dans l'imaginaire par la propagande, ensuite dans les faits par une surenchère stratégique et la course aux moyens et instruments de mort (6).

Bref, pour l'armée, la dictature n'est pas une mesure d'exception, mais un modèle d'organisation. De même pour la guerre qui n'est pas un moyen mais une finalité.

De la guerre nucléaire aux guerres clandestines

Le feu nucléaire est l'exemple extrême de la frappe massive sans discrimination.

Quand seuls les Etats-Unis, puis l'URSS avaient l'exclusivité de l'arme atomique, la tentation pouvait être grande d'y avoir recours et de tenter de « faire la différence », au plus vite.

Mais aujourd'hui, toutes les grandes puissances possèdent les outils nucléaires opérationnels. Le degré de destruction possible et le

risque d'une escalade apocalyptique sont tels que personne ne semble prêt à engager un conflit généralisé de ce style. Aussi le feu atomique est-il considéré comme l'arme absolue mais ultime d'une politique de dissuasion.

Pris au piège de leur propre stratégie dissuasive, les Etats se trouvent donc dans l'obligation de la contourner, pour conduire leurs menées expansionnistes. La stratégie militaire doit s'adapter et investir dans les guerres clandestines.

Sur le terrain, cette adaptation stratégique des Etats forts rencontre les pratiques des Etats faibles qui eux, à contrario, manquent de moyens pour réaliser des guerres classiques de grande envergure.

Un signe des temps est que la « guérilla », autrefois considérée comme annexe et accessoire de la vraie guerre, est devenue le type même du conflit moderne, quelle que soit l'idéologie des forces qui la pratiquent (7).

Les harcèlements patients tendent à remplacer les guerres de front.

Parallèlement, jamais les services spéciaux des Etats n'ont été si actifs et le terrorisme si florissant. La guerre pouvant être menée par procuration et sur toute la planète sans qu'officiellement il soit besoin de « déclarer l'ouverture des hostilités ».

Enfin, à l'ère de la communication, la conquête des esprits et de l'opinion publique a pris autant d'importance que la conquête territoriale. C'est sans doute pour cette raison que le terrorisme, comme arme psychologique de manipulation de masse, connaît un essor sans pareil.

A l'aube du XXI^e siècle, la guerre ne connaît plus de limites de temps ou d'espace. Les guerres modernes utilisent non seulement tous les moyens et toutes les armes, mais sont devenues à la fois diffuses et permanentes.

La combinaison des moyens massifs de destruction et des pratiques du terrorisme « aveugle » empêchent toute neutralité et toute idée de paix séparée. La guerre ne connaissant plus de lieux ou de cibles exclusivement militaires, il n'est plus de sanctuaire sur la terre pour la paix.

La révolution et la paix

On le voit, il est d'une urgence absolue pour les populations de s'opposer aux processus militaristes et guerriers.

Pour sa part, depuis son origine au siècle dernier, le mouvement anarchiste n'a jamais économisé ses efforts pacifistes.

Et ce, en s'appuyant sur deux concepts : l'humanisme et la solidarité internationale des travailleurs.

En effet, l'humanisme se réfère à un statut irréductible et commun à tous les hommes, quelles que soient leurs couleurs ou leurs langues. Il permet à l'individu de placer sa conscience au-dessus de la Raison d'Etat, de préférer son humanité à son appartenance nationale.

Issue de l'histoire du mouvement ouvrier, la solidarité internationale revendique elle, par-dessus les frontières, une communauté de condition et d'intérêts, une solidarité de lutte entre tous les exploités contre tous les exploités.

Pratiquement l'humanisme militant trouve une traduction dans la lutte pour la reconnaissance de l'objection de conscience et dans le refus de servir les Etats et leurs armées.

La solidarité internationale doit, elle, s'affirmer dans l'élaboration de stratégies anticapitalistes et anti-étatiques communes, notamment au niveau syndical et dans l'aide mutuelle internationale.

Beaucoup de travail reste à faire, il est vrai, pour démarginaliser l'antimilitarisme et le pacifisme.

Dans l'immédiat, la tâche des pacifistes doit être de renforcer ou de développer :

- l'information des populations ;
- la sensibilisation et la mobilisation des secteurs sociaux, culturels, associatifs, intellectuels, scientifiques, etc. ;
- l'organisation du soutien aux réfractaires ;
- mais aussi de donner plus de réalité aux échanges et à la coopération internationale non-gouvernementale

En conclusion

La dénonciation des mécanismes étatiques, capitalistes, guerriers, doit être liée à l'affirmation d'une conception humaniste de l'organisation sociale, qui implique l'instauration de rapports libertaires et égalitaires entre tous les hommes.

S'il faut, pratiquement, organiser la société et mobiliser les populations contre la guerre, afin de rendre au moins possible l'avenir, il n'en faut pas pour autant perdre de vue que seul un changement radical des rapports sociaux pourra instaurer un ordre durable garant de la paix.

Car « l'oppression des peuples et leur haine mutuelle sont deux faits corrélatifs, solidaires, qui se reproduisent l'un dans l'autre et qui ne peuvent disparaître qu'ensemble, par la destruction de leur cause commune, le gouvernement » (7).

Si tu veux la paix, prépare la révolution sociale.

NOTES

(1) Nous traiterons de la guerre au sens classique, laissant en périphérie de notre propos les autres formes de conflits.

(2) Bien entendu, quand la situation l'exige, forces de police et forces armées peuvent étreindre ou combiner leurs compétences. C'est le cas, par exemple, lors des conflits sociaux aigus quand les forces de police sont amenées à opérer des actions de type militaire et quand l'armée est associée au maintien de l'ordre.

(3) Idée générale de la Révolution, P.-J. Proudhon, 1851.

(4) Voir le « nationalisme » et « l'étatisme républicain » de M. Chevenement, ex-ministre de l'Education, nouveau ministre de la Défense et qui refuse « (...) d'abandonner le drapeau tricolore à la Droite ».

(5) Pour reprendre l'expression consacrée par le régime khmer rouge au Cambodge (1975-1979) Exemple hallucinant de la paranoïa nationaliste dans un régime comme celui-ci ; la formule de MM. Pol Pot, Ieng Sary et Ta Mok qui considéraient leurs opposants au sein du Parti, non comme de vrais Khmers, mais comme « des esprits vietnamiens dans des corps de Khmers ». Raison supplémentaire de les « réduire en miettes ».

(6) Un autre secteur, économique celui-là, joue un rôle déterminant dans l'escalade militariste et la montée des tensions. Il s'agit de l'industrie de l'armement. Soumise aux lois du marché et à la règle de « l'offre et de la demande », elle se trouve dans l'obligation d'innover perpétuellement et de renforcer la puissance destructrice de sa technologie, pour écarter sa production. Cette logique entraîne un sur-équipement et un engorgement des stocks d'armes qui donnent lieu à l'éclosion de « sous-marchés » et à une banalisation de la distribution, notamment vers les pays pauvres, l'accession aux moyens militaires de destruction s'en trouvant vulgarisée.

(7) Idée générale... op. déjà citée.

Le bout de gras

En 1987-1988, la crise du porc (baisse des prix à la production) a fait perdre deux milliards de francs aux éleveurs. Malgré cela, les prix du porc au détail ont augmenté au détriment des consommateurs qui, tout en payant plus cher leur viande, financent (en tant que contribuables, via la TVA et les impôts directs) l'aide sociale aux éleveurs en situation difficile.

Les trois milliards de francs manquant à ce triste bilan ne sont pas perdus pour tout le monde : Les transformateurs et distributeurs les ont empochés, en plus de leur marge habituelle. Comme cet hypocrite d'Yves Montand, on les entend chanter « Vive la crise », d'autant plus que ce bénéfice net n'a pas servi à augmenter les salaires dans ce secteur ni à diminuer le temps de travail. Si les porcs sont de moins en moins gras sous la pression des consommateurs, les capitalistes eux s'engraissent faute de pression sociale suffisante. Jusqu'à quand ?

J-C (Rennes)

POLLUTION : BRÈVES...

• CE N'EST PAS UNE FATALITÉ !

La région lyonnaise, comme l'ensemble du couloir rhodanien, est une région à « hauts risques », par sa concentration industrielle. Régulièrement, des accidents et incidents divers s'y déroulent. Ainsi, le 10 octobre dernier, sept employés d'une usine de Neuville-sur-Saône étaient hospitalisés à Lyon, après avoir respiré des vapeurs acides. Cette usine, qui appartient au groupe Roussel-Uclaf, est spécialisée dans la chimie fine, secteur pharmaceutique et agro-vétérinaire. Empoisonner pour pouvoir soigner, en somme !

• LES FUITES DE SELLAFIELD...

L'usine de Sellafield, implantée sur la côte du Cumberland, dans le nord-ouest de l'Angleterre, retraite des combustibles irradiés. Elle appartient à la société British Nuclear Fuels. En mars 1986, six ouvriers ont été contaminés. Douze le furent en janvier 1987. Le 10 octobre dernier, des traces de plutonium étaient de nouveau relevées dans un laboratoire de l'usine. Selon un porte-parole de la BNF, les doses ne dépassent pas les niveaux légalement autorisés...

• LE JAPON SUR « LES RAILS »

La région de Rokkasho devrait bientôt avoir la première usine japonaise (privée) d'enrichissement d'uranium. Les travaux ont démarré le 14 octobre dernier. Ils doivent se terminer en 1991. Une unité de recyclage et de stockage de déchets radioactifs est également prévue. Coût des travaux : l'équivalent de 8,5 milliards de francs.

CHRISTIAN
(Liaison d'Evreux)

Un service régulier
et pratique
l'abonnement

NUCLÉAIRE

Les lacunes de Super-Phénix

Au moment où les scientifiques tirent un bilan de l'accident de Three-Mile-Island (1), au moment où les technocrates envisagent la destruction de la ville de Tchernobyl (2), que devient le « fleuron mondial » de la technique nucléaire en production d'électricité, le surrégénérateur Super-Phénix de Creys-Malville ?

La filière des surrégénérateurs

Super-Phénix est un surrégénérateur de la filière à neutrons rapides et refroidissement au sodium. Cette filière est actuellement la seule existante, et il n'y en a que cinq exemplaires dans le monde : deux en URSS, un de 350 MWe et un de 600 MWe ; un en Allemagne fédérale, à Kalkar, de 300 MWe ; deux en France, Phénix à Marcoule, de 250 MWe, et Super-Phénix à Creys-Malville, de 1 250 MWe.

La surrégénération consiste en la production, à partir de matière fertile (3), d'une quantité de matière fissile supérieure à celle qui est consommée. Dans les réacteurs de cette filière, il n'y a pas de modérateur, la substance (4) qui diminue la vitesse des neutrons résultant d'une fission nucléaire et entretient une réaction en chaîne. Il faut donc une quantité importante de matière fissile (25% environ) pour le combustible. Dans la pratique, on utilise du plutonium mélangé à de l'uranium 238. Le réacteur est formé de deux parties : le cœur et l'entourage. Le cœur contient un mélange de matière fissile et fertile : plutonium et uranium 238. L'entourage contient uniquement de la matière fertile. Dans le réacteur, deux phénomènes nucléaires se produisent : la fission du plutonium, qui fournit de l'énergie, et la transformation de l'uranium en plutonium, qui reconstruit le combustible.

En principe, les surrégénérateurs utilisent donc la totalité de l'uranium, et les neutrons capturés par l'entourage du cœur augmentent la surrégénération. Ces processus physiques ont servi d'arguments « publics » favorables à la réalisation de Super-Phénix. Par rapport aux filières « classiques » de centrales nucléaires existantes, les surrégénérateurs paraissent en effet, du point de vue physique, plus intéressants. Mais le sont-ils dans la pratique ?

Les premières études concernant Super-Phénix datent de 1971. En 1974, EDF s'associait à la compagnie allemande RWE et à la compagnie italienne ENEL, dans une sorte de consortium, la NERSA, pour mettre en œuvre et exploiter Super-Phénix. En 1975, la NERSA se composait à 51% d'EDF, à 33% d'ENEL, à 11% de RWE, à 2,36% d'une compagnie hollandaise, à 2,36% d'une compagnie belge, et à 0,28% de la CEGB anglaise.

En 1976, le gouvernement français donnait le « feu vert ». La construction du surrégénérateur commençait en mars 1977, à Creys-Malville, sur les berges du Rhône, 60 km en amont de Lyon. Le couplage de la centrale au réseau était alors prévu pour 1983.

L'ouverture du chantier entraîna d'importantes manifestations antinucléaires. Il y eut des affrontements violents avec les « forces de l'ordre » (5). Mais les manifestations n'empêchèrent pas la poursuite des travaux et, en 1981, les premiers essais de la centrale débutèrent.

Super-Phénix a une puissance thermique de 3 000 MW. Le réacteur se trouve dans un bâtiment cylindrique de 64 mètres de diamètre et de 80 mètres de haut. Quatre bâtiments, disposés en croix et contenant chacun un générateur de vapeur, lui sont accolés. Le surrégénérateur est aussi équipé de deux turbo-alternateurs de 620 MWe en parallèle...

En 1981, les premiers tests portèrent notamment sur les 3 500 tonnes de sodium liquide, utilisé comme caloporteur et nécessaire au refroidissement de la chaudière nucléaire. En 1984, la phase de remplissage des cuves est retardée : le sodium est pollué par de l'oxygène qui adhère aux parois. Il doit être purifié. En 1985, le chargement des assemblages combustibles est effectué, officiellement sans incident.

Enfin, en janvier 1986, avec trois ans de retard, Super-Phénix est couplé au réseau électrique. A la fin de la même année, la centrale atteint sa pleine puissance. Mais pas pour longtemps. En février 1987, un incident sur l'installation de production d'électricité provoque un arrêt. La reprise se fait au bout de 8 jours, à 50% de la puissance normale.

Le 3 avril suivant, EDF annonce une fuite de sodium au niveau du barillet. Le barillet est la cuve de stockage des combustibles nucléaires avant leur mise en service, mais aussi durant une période minimale d'un an, après leur utilisation dans le réacteur. Suite à la fuite de sodium, le Service central de sûreté des installations nucléaires, le SCSIN, demande un nouvel arrêt : un incident sur le barillet ne devait arriver, normalement, qu'une seule fois en 10 000 ans... Fin mai 1987, Super-Phénix est de nouveau « sur la touche », et le SCSIN demande, le 8 juillet 1987, un réexamen du dossier de conception, fabrication et contrôle du barillet.

En septembre 1987, après que le barillet ait été vidé, la fuite est localisée. Et puis on apprend que la fuite annoncée le 3 avril datait en fait du 8 mars : « (...) Du fait d'erreurs dans les libellés des alarmes et de l'accoutumance du personnel de la centrale vis-à-vis des défauts des systèmes de détection de fuite de sodium, ces alarmes ont été qualifiées d'intempestives (...) ». L'opérateur aurait fait débrancher les circuits de détection et demandé aux informaticiens de réparer ce qu'il pensait être une anomalie sur les chaînes d'automatisme !

Le SCSIN demandait aussi une vérification des 15 000 soudures de la cuve principale. Ce travail fut terminé en mars 1988. Conclusion : des dizaines de soudures présenteraient des défauts. « (...) Elles auraient dû faire l'objet d'un traitement particulier... Force est de constater des lacunes dans l'organisation des contrôles de fabrication (...) », note le SCSIN, le 18 avril 1988.

Les technocrates « apprentis sorciers »

Il y en a pour qui les accidents de Three-Mile-Island et de Tchernobyl n'ont pas servi de leçon. L'appât de l'argent, cela est bien connu, est plus fort que tout !

Depuis plus d'un an, des technocrates d'EDF et du CEA essaient de convaincre le SCSIN et les pouvoirs politiques (plus pointilleux que

d'habitude, en ce qui concerne la sécurité des centrales), que le surrégénérateur peut fonctionner en toute sécurité, sans barillet. Quand aux défauts des soudures : « Ils sont inoffensifs ». A « ce concert de sirènes », se sont jointes des voix de « pleureuses ». Quelques élus de la région de Creys-Malville ont l'intime conviction de la sûreté de Super-Phénix ; sa mise en sommeil amènerait la suppression de mille emplois et surtout des cinquante millions de francs qu'EDF verse chaque année aux communes environnantes. Il n'y a guère d'obstacles à de pareils arguments... sauf peut-être que Super-Phénix leur « pète entre les doigts ».

Officiellement, c'est à la mi-novembre que nous devrions savoir si le surrégénérateur sera, malgré les derniers incidents, remis en route...

CHRISTIAN D
(Liaison Evreux)

- (1) Voir brèves ci-contre.
- (2) Le Monde du 11 octobre 1988.
- (3) Élément chimique pouvant devenir fissile sous l'action de neutrons.
- (4) Eau lourde, graphite, etc.
- (5) Voir les Monde libertaire de cette période.

Les informations utilisées dans cet article ont été recueillies dans :
• Le dossier électronucléaire, ed. du Seuil, coll. Points sciences, n° 4, 1980, syndicat CFDT de l'énergie.
• La Recherche n° 203, octobre 1988 : surrégénérateurs à la dérive, article de Martine Barrère.



NOTE DE LECTURE

« OEuvres choisies », C Berneri

Le recueil d'œuvres choisies de Berneri (projet en gestation depuis déjà plusieurs années) vient enfin de paraître aux Editions du Monde libertaire (1).

Grâce à cette anthologie, comprenant des textes pour la plupart encore inédits en français, nous pouvons, aujourd'hui, nous faire une idée à peu près précise de l'apport véritable et de la spécificité militante de celui qui reste à ce jour une des figures les plus enrichissantes du mouvement anarchiste italien et international, mais aussi un des plus méconnus ou déformés.

Nous convions tous ceux qui sont intéressés à débattre ensemble des différentes problématiques liées à la réflexion de l'anarchiste italien, à se rendre au forum-débat qui se tiendra, le samedi 26 novembre, à 16 h, à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris), avec la participation de Gaetano Manfredonia, Giovambattista Carrozza et Frank Mintz.

La rédaction

(1) *Camillo Berneri, OEuvres choisies, Editions du Monde libertaire, 120 p., c. v. 12,00, à la librairie du Monde libertaire.*

DESTINÉE étrange que celle de Berneri. Personnalité parfois durement critiquée et objet de procès d'intentions de son vivant, la valeur de cet anarchiste « à problèmes » ne sera reconnue qu'à « titre posthume » et en grande partie parce que sa mort tragique en faisait un martyr idéal pour le mouvement anarchiste italien face aux exactions communistes. Par ailleurs, la connaissance partielle (pour ne pas dire partielle) de ses écrits servira à l'occasion à tel ou tel individu ou groupe pour en faire une utilisation à caractère partisan, qui n'aura parfois qu'un vague rapport avec ce que Berneri avait dit ou fait.

Problématiques de la réflexion de Berneri

En décidant, il y a de cela quelques années, de rassembler dans un seul volume quelques-uns de ses écrits les plus significatifs, nous savions pertinemment nous exposer à notre tour au risque de ne prendre dans Berneri que ce qui pouvait nous « plaire » ou nous arranger, tout en laissant de côté ou en minimisant des aspects jugés mineurs ou erratiques. Risque d'autant plus considérable qu'une bonne partie de la production de Berneri est le

fruit d'un travail improvisé sur des sujets qu'il ne maîtrisait pas toujours suffisamment.

Nous ne prétendons pas, à cet égard, avoir parfaitement réussi dans la tâche que nous nous étions fixée au départ : à savoir fournir un tableau, aussi complet que possible, des différentes problématiques. Par exemple, nous nous sommes bien gardés de reproduire quelques-unes des pages de Berneri consacrées au rôle de la femme, pages qui auraient sans doute considérablement « terni » l'image de marque dont ce compagnon peut jouir auprès de ceux qui le connaissent peu ou mal. En revanche, nous avons voulu mettre en valeur délibérément ce qui, à notre avis, demeure encore aujourd'hui la principale raison de l'actualité de son apport : sa démarche critique qui le conduira à s'auto-définir comme un « anarchiste sui generis ».

Refusant toute réponse facile ou *a priori*, de toute une littérature de propagande souvent superficielle, il ne cessa jamais au cours de ses activités militantes de s'interroger sur le « pourquoi » ou le « comment » tant de la doctrine que de la pratique du mouvement libertaire. Placé devant le lent mais inexorable processus de marginalisation du mouvement libertaire tant italien qu'internatio-

nal de l'entre-deux-guerres, il refusa de continuer à se voiler la face ou pire à occulter les problèmes grandissants auxquels les anarchistes étaient confrontés et qu'ils n'arrivaient pas toujours à surmonter, voire à analyser.

Face donc à un mouvement qui a tendance à se refermer sur lui-même ou à choisir des solutions improvisées, Berneri choisit la discussion des problèmes au risque de choquer tel ou tel camarade qui ne « comprend pas » où Berneri veut en venir et soupçonne en lui l'hérétique.

Le révisionnisme de Berneri nous semble emprunter deux voies en très grande partie complémentaires.

En tout premier lieu, celui-ci apparaît comme une réflexion sur les conditions historiques et idéologiques qui ont vu naître la doctrine libertaire à la lumière des évolutions économique-sociales de son temps. Berneri ne se limite point à s'abriter derrière une prétendue autorité absolue des « ancêtres », ou bien à réduire l'anarchisme à une série de « principes *a priori* » formulés une fois pour toutes.

« L'anarchisme doit être large d'idées, audacieux, jamais satisfait, écrit-il, s'il veut vivre en accomplissant sa mission d'avant-garde, il doit se différencier et tenir son drapeau bien haut, même s'il risque de s'isoler dans le cercle restreint des siens. Mais cette spécificité de caractère et de mission n'exclut pas une meilleure insertion de son action dans les failles d'une société agonisante et non pas dans les constructions *a priori* des architectes du futur ». Ce qui le conduira à préconiser l'abandon d'une propagande purement idéologique et à convier les camarades à se pencher sur l'étude des problèmes concrets de leur temps, afin d'y apporter des réponses sans doutes partielles mais concrètes. Que l'anarchisme de son temps n'ait fait que peu de pas en avant par rapport aux enseignements des « anciens » est pour Berneri un de ces signes très graves de sclérose de tout le mouvement et il préconise ce qu'il appelle un « anarchisme critique ».

Un « anarchisme critique »

Comme il le précisait lui-même : « J'entends par anarchisme critique un anarchisme qui, sans être sceptique, ne se contente pas des vérités acquises, des formules simplistes, un anarchisme qui soit à la fois idéaliste et en même temps réaliste, bref un anarchisme qui greffe des vérités nouvelles sur le tronc de ses vérités fondamentales, tout en sachant tailler ses vieilles branches. Il ne s'agit pas de faire œuvre facile de démolition, de néant hypercritique mais de donner des innovations enrichissantes au patrimoine original, qui apportent des forces et des charmes nouveaux. »

En second lieu, Berneri, homme de réflexion, se veut aussi (ou se croit...) homme d'action. Sur ce plan encore, la manière de poser les problèmes de sa part rompt avec les attitudes habituelles du mouvement.

Opposé aux conceptions individualistes stérilisantes, il défend un anarchisme organisationnel et organisateur, mais sans se laisser enfermer par une mystique formelle de parti quelconque.

« Ce qui nous manque, écrivait-il déjà en 1922, ce n'est pas l'appareil du parti mais la conscience du parti ». Il posa ainsi de face et sans faux-fuyants des questions fortement « passionnelles » comme le rôle politique du mouvement libertaire, de l'action anarcho-syndicaliste, ou bien des alliances. Question vitale s'il en fut dans le contexte européen et mondial caractérisé par un isolement croissant pour les anarchistes.

Dans chaque circonstance cependant, il refusa d'emboîter le pas à tous ceux qui prenaient leur immobilisme pour de l'intransigeance révolutionnaire mais aussi à tous ces confusionnistes (confondant le fond avec la forme), qui se lançaient dans la constitution d'organisations de type plate-formiste ou s'égarèrent dans la poursuite d'illusoires « fronts uniques » en l'absence de toute stratégie d'ensemble.

Berneri, répétons-le ne fut pas compris et encore aujourd'hui, plus de 50 ans après sa mort, nous en sommes dans beaucoup de cas à décrypter ses interrogations, signe on ne peut plus manifeste que le mouvement libertaire dans son ensemble n'a pas été en mesure de réaliser cette rénovation intellectuelle et méthodologique dont Berneri s'était fait le promoteur.

Bien au contraire, sur la plupart des problèmes soulevés par lui, le mouvement a formulé une sorte de fin de non-recevoir aggravée par les années. Il serait cependant encore plus erroné de vouloir à notre tour

renfermer les problématiques ou les discussions touchant le mouvement libertaire dans les termes proposés par Berneri en oubliant que la société continue de se transformer sans cesse sous nos yeux à un rythme de plus en plus accéléré, nous obligeant à opérer une révision constante de notre démarche.

Rééditer Berneri aujourd'hui ce n'est donc ni béatifier un martyr de la cause de plus ni non plus en faire l'horizon indépassable de la réflexion militante, mais (dans un esprit qui nous paraît tout à fait « bernérien ») contribuer à introduire dans le mouvement libertaire les éléments d'un débat qui nous semble actuellement pêcher singulièrement par manque d'audace.

Matérialiste de par ses principes et de par sa manière d'analyser la société étatisée et capitaliste, l'anarchisme a en revanche trop souvent pêché par absence d'esprit critique vis-à-vis de lui-même en préférant se réfléchir dans le miroir déformant de son idéal le plus dur et le plus beau. Tout un monde nouveau nous reste à conquérir.

Gaetano MANFREDONIA

Révélation de Berneri

EN 1968, Noam Chomsky, dans *L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, écrivait : « Une édition des œuvres complètes de Berneri nous aiderait grandement à comprendre la guerre civile d'Espagne et les problèmes de la guerre révolutionnaire en général. » (1) En 1979, Burnett Bolloten, décédé cette année, s'excusait de ne pas avoir mentionné Berneri et lui consacrait deux pages dans la dernière édition de son étude remarquable sur la guerre civile (2). Le livre de Camillo Berneri, *OEuvres choisies*, qui vient d'être édité par la Fédération anarchiste, est exceptionnel parce qu'il est le seul — quels que soient les pays — à donner un inventaire et un éventail complet et bref de la pensée de Berneri. Même si cet événement a lieu 50 ans après la mort de Berneri (mais avant 1947, il était presque impossible de disposer des textes et des moyens de les éditer), il faut saluer le courage des éditeurs, car la pensée de Berneri est corrosive. Ses articles sont « aujourd'hui encore sous-estimés, sinon partiellement ou totalement inconnus », écrit Gino Cerrito dans l'introduction, en fait un texte écrit juste avant sa mort pour ce recueil à paraître aux Editions du Monde libertaire.

Tout en ayant fait publier chez Spartacus une brève anthologie de Berneri, je suis séduit par les analyses réunies et présentées dans ce livre. Mais la révélation que constitue cette publication ne peut être qu'un point de départ, car Berneri a toujours stimulé la critique réfléchie.

La pensée de Berneri

Il me semble important d'aborder la pensée de Berneri selon trois axes : son apport à l'époque, ce qu'il reste de ses analyses et les critiques à formuler.

La nouveauté et en même temps le fondement de l'activité intellectuelle est d'être à l'écoute de la réalité. Et le premier point positif est l'étude de la vie soviétique, en partant de ses propres documents et des études des spécialistes bourgeois. Cette vision concrète lui permet de voir les qualités et les limites des soviets en général et de traiter du marxisme concrètement, aussi bien les textes de

Marx, Engels et Lénine, que les conséquences qu'ils entraînent. A ce propos, il est dommage qu'une note n'ait pas expliqué qu'*Ordine Nuovo* (pp. 52, 77) — que Berneri n'apprécie guère — était l'organe de Gramsci, qui passe pour un marxiste « d'extrême gauche ».

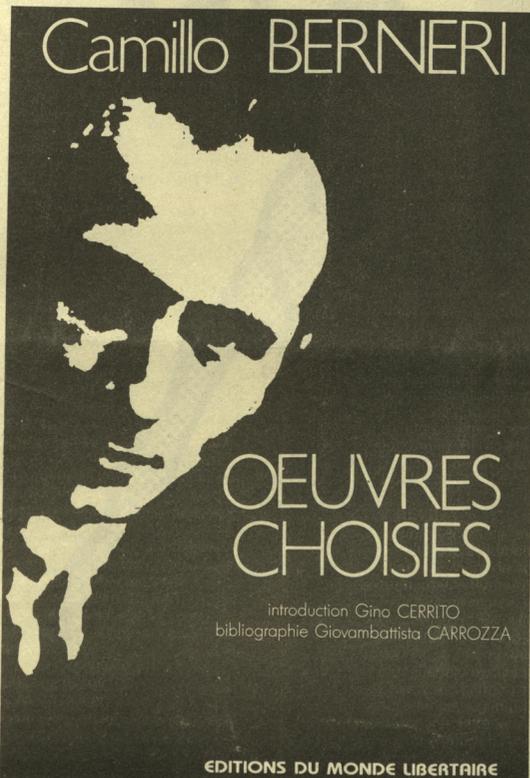
Cet attachement à la réalité fait que Berneri attaque durement mais justement les tendances sclérosées du mouvement anarchiste. « Nous sommes immatures. » « Nous prévoyons l'avenir et c'est tout. » Il y a des esprits « franc-maçons » « qui cherchent à piéger l'adversaire au lieu de chercher la vérité » ; il y a les « graphomanes », les « vestales » de l'anarchisme. Ces critiques de 1922 peuvent être actuelles. Et tout en se déclarant proche de l'anarcho-syndicalisme, Berneri ne ménage pas non plus ses critiques.

Le paroxysme de sa pensée apparaît dans ses analyses de la Révolution espagnole, où sa lucidité et son intégrité anarchiste resplendent en comparaison avec la majorité des analyses libertaires du moment.

Une pensée non résumée

Aujourd'hui, et mis à part qu'une partie des critiques précédentes n'est malheureusement pas toujours dépassée, deux problèmes me semblent encore présents. Le problème d'une alliance avec d'autres courants a obsédé Berneri dans la lutte antifasciste, et il décrit très clairement ses contacts avec un groupe de socialistes. De même, Berneri, avec une franchise surprenante, affirmait en 1936 : « Le prolétariat ne se nourrit pas de curés. (...) Il serait stupide de se mettre à dos, et à cause d'un jacobinisme anticlérical, une grande partie du prolétariat rural en mesure d'entrer dans le jeu des forces révolutionnaires et socialistes. » Il y a enfin les autres : « Il faut sortir du romantisme. Voir les masses, je dirai, de façon sceptique. Il n'y a pas de peuple homogène, mais des foules variées, des catégories. Il n'y a pas de volonté révolutionnaire des masses, mais des moments révolutionnaires, où

Lire suite page 10



INSURRECTION ET RÉVOLUTION

Rupture politique et changement social

LA part la plus importante et la plus consistante de la production de Berneri prend forme pendant les années de l'exil, entre 1926 et 1936, essentiellement en France.

Il se trouve alors personnellement dans une situation assez différente et plutôt précaire : il est contrôlé par la police française, traqué par l'OVRA (la police secrète fasciste) qui tente de l'impliquer dans différentes provocations, expulsé de plusieurs pays européens, dont la France.

Au sein du mouvement anarchiste, il occupe une place très particulière, difficile à classer. Il en est lui-même pleinement conscient et le souligne d'ailleurs dans une lettre de 1929 adressée à Libero Battistelli : « *Ce qui est sûr, c'est que je suis un anarchiste sui generis, toléré par les camarades pour mon activité, mais compris et suivi par un tout petit nombre* ». Dans une autre lettre, il ajoute : « *Mon révisionnisme est une petite réforme de méthode et porte sur le style de la propagande plus que sur les principes ; lesquels, dans leurs lignes principales, me semblent plus que confirmés par les faits* ». Son travail se développe avant tout autour d'un axe central, d'ordre psychologique et sociologique, et se ressent de sa formation culturelle : celle-ci est très large, encyclopédique et souvent incohérente du fait d'une curiosité qui le pousse à s'attacher aux questions les plus variées, et liée à un effort de systématisation plus proche du travail de Sisyphe que de l'activité d'un intellectuel « normal ».

Face à la crise que traverse l'anarchisme quant aux modèles d'organisation, au rapport aux masses, à sa capacité à fournir des analyses et des solutions politiques adaptées à l'évolution de la situation internationale, l'activité de Berneri ne constitue pas un ensemble cohérent de réponses en positif, mais plutôt une tentative de stimuler la réflexion, de mettre en lumière les contradictions (de problématiser), les questions que d'autres, par difficulté, conformisme, paresse ou incapacité, cherchent à présenter comme acquises et résolues, s'enfonçant dans les brumes de la rhétorique de propagande et s'enveloppant dans le respect formel et sécurisant de l'orthodoxie et des principes. Berneri est surtout le chantre de cette profonde crise du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste, qui atteindra son point

culminant avec l'échec de la Révolution espagnole.

Les conceptions politiques de Berneri

Toujours dans la lettre à Battistelli, il fait le point sur ses conceptions politiques : « *La plupart des anarchistes sont athées, et je suis agnostique ; ils sont communistes, et je suis libéral (c'est-à-dire favorable à une libre concurrence entre travail et commerce coopératifs et travail et commerce individuels) ; ils sont anti-autoritaires sur le mode individualiste, et je suis simplement autonomiste-fédéraliste (Cattaneo complété par Salvemini et par le soviétisme)* ».

Derrière ces considérations globales apparaissent quelques caractéristiques bien distinctes. Si sa formation socialiste-libérale, forgée à l'école de Prampolini et de Slavemini, accentue d'un côté le caractère gradualiste de ses conceptions, de l'autre elle lui fournit un attachement à la réalité dont peu d'autres camarades de son temps peuvent se targuer. Cela a pour effet, sur le plan de l'analyse, de le pousser à étudier les problèmes concrets d'organisation du travail, de production, de distribution, du fascisme, des colonies, etc., refusant les généralisations idéologiques faciles auxquelles beaucoup d'anarchistes sont habitués.

Sa sensibilité politique le pousse à tenter de maintenir ouverte la discussion sur la tactique en rapport avec les principes, et donc sur les armes politiques que le mouvement possède face aux diverses situations qui se présentent à lui. D'où le débat sur les élections, et en substance l'insensibilité que le mouvement international manifeste dans son ensemble vis-à-vis de sa tentative.

Tous voient dans sa proposition de discuter du problème des élections une atteinte aux principes historiques, et personne ne se rend compte qu'une réflexion dégagée de tout préjugé et plus approfondie sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire aurait fourni une tout autre préparation et de tout autres armes aux camarades qui allaient devoir affronter la contre-révolution en Espagne. On ne comprend pas que ce n'est pas le simple problème de la participation aux élections qui est en question, mais que c'est toute une façon d'affron-

ter les événements insurrectionnels qui doit être rediscutée.

En Italie aussi, l'insurrection ne peut être, à ses yeux, qu'antifasciste, liée à la chute d'une forme particulièrement odieuse de domination capitaliste, et qui en tant que telle peut ouvrir de nouvelles possibilités d'action aux minorités révolutionnaires et aux masses. Mais ce n'est rien d'autre. Tout le reste se joue sur le terrain des transformations sociales, où une épurative radicale du régime défunt pourra sûrement être utile, mais qui en soi ne résoudra aucun problème. En 1935 déjà, il n'attend plus rien des solutions de caractère politique, aussi radicales soient-elles. Dans sa conception de la révolution, il met de moins en moins l'accent sur le fait insurrectionnel et cherche de plus en plus à approfondir l'étude du processus révolutionnaire en tant que phénomène de nature typique sociale. Peu à peu, il se détache puis élimine l'idée d'une révolution comme coup d'Etat, comme événement purement insurrectionnel qui ouvrirait les portes à un avenir communiste radieux et cherche à approfondir la connaissance des problèmes posés par le processus révolutionnaire. C'est ainsi que commence à prendre forme cette vision de la révolution comme révolution de corps central de la société — les producteurs salariés, agricoles ou industriels — qui depuis l'époque de la 1^{re} Internationale avait été vécue comme un fait purement politique, comme simple propagande en faveur d'un programme d'avenir, lui-même souvent trop peu approfondi en fonction des réalités de la société contemporaine.

La conception qu'il en vient ainsi à développer ressemble de moins en moins à l'insurrectionnalisme classique du mouvement anarchiste et n'a pas de précédent, même dans le milieu marxiste, depuis toujours imprégné d'un parlementarisme aussi obtus que réformiste, ou du jacobinisme-léniniste qui se développe avec la Révolution russe. On ne peut retrouver de parallèles qu'avec les conceptions de Pannekoek, de qui il se rapproche par l'importance qu'il accorde non seulement aux processus de nature sociale, au rôle des minorités révolutionnaires, mais aussi à certains éléments de transition vers la société communiste. Tous les deux voient en effet dans les soviets, dans les conseils en général, les instruments grâce auxquels les prolétaires pourront modifier, parallèlement aux rapports de production, les instruments et la logique de gestion d'une société qui sera alors composée d'hommes libres et égaux.

Un penseur original

Berneri porte un intérêt constant au changement des rapports de production et aux idéologies que ces rapports, dans leurs diverses phases de développement, ont laissées derrière eux. *I Problemi della produzione comunista (Les problèmes de la production communiste)*, écrit dans sa jeunesse, *Il Rinascimento ed il lavoro*, les textes traitant de certaines des conceptions religieuses du travail, précédent ceux qui sont sans doute les écrits les plus mûrs et les plus intéressants : *L'operaiolatria (L'idolâtrie ouvrière)* et *Il lavoro attraente* — pour ne citer que les

plus connus ou ceux construits de façon cohérente.

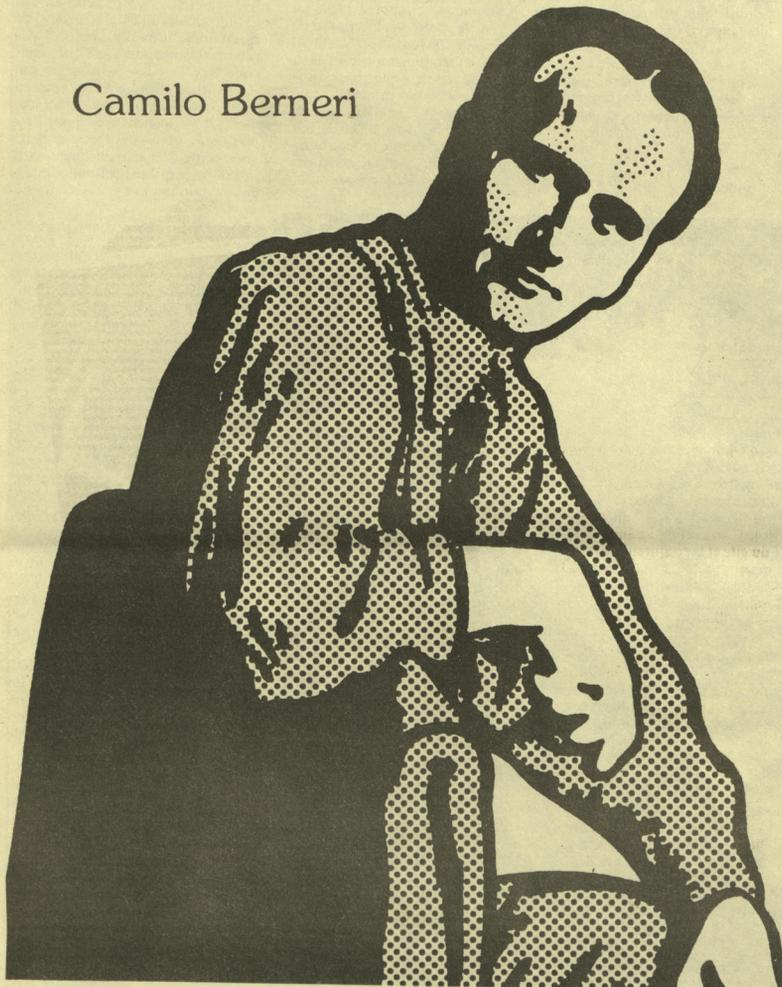
Ce qui ressort le plus immédiatement de l'analyse de ces matériaux, c'est le fait que Berneri s'inscrit au départ parfaitement dans la tradition anarchiste de préfiguration du monde nouveau des producteurs libérés de l'esclavage salarié ; par la suite, il introduit un élément nouveau (même si celui-ci n'amène pas de rupture avec la tradition) avec l'étude (relativement) systématique de certaines formes de production — et des idéologies qui s'y rapportent — antérieures à la naissance du capitalisme ; jusqu'à en arriver, stimulé aussi par le travail de certains camarades qui avaient commencé à s'intéresser sérieusement à ces problèmes, à définir certains éléments décidément atypiques au sein du mouvement.

C'est en fait en étudiant le texte de Torquato Gobbi, *La razionalizzazione*, qu'il se décide à écrire *Il lavoro attraente*. Et c'est précisément dans ce texte que l'on trouve, mêlés à d'autres éléments typiques de la tradition, de nouveaux éléments d'analyse qui, en partant du constat ponctuel des conditions de vie de la classe ouvrière, tentent de définir un premier cadre des rapports de production existants — dans la société capitaliste, à l'époque où il vit.

C'est un élément nouveau, et malheureusement assez isolé dans la presse anarchiste de son époque. C'est un exemple qui attend encore aujourd'hui d'être suivi.

Giovambattista CARROZZA

Camilo Berneri



Révélation de Berneri (suite)

Suite de la page 9

les masses sont de formidables leviers. » (1927).

Les critiques que l'on peut faire concernent, à mon avis, la contradiction entre les analyses de l'Armée rouge en URSS et la vision modérée du même problème pendant la guerre d'Espagne, alors que la situation est symétrique. Je laisse le problème des élections que Berneri a expliqué lui-même. Quant à la vision de Kropotkine, elle me semble trop négative, alors que Berneri ne peut s'empêcher de recourir à Kropotkine pour analyser la victoire fasciste en Italie (p. 113, et en fait pp. 116-117) et la nécessité de construire en période révolutionnaire (pp. 133-134). Le défaut principal est dû aux conditions de vie de Berneri : exilé professionnel, écartelé entre trois ou quatre pays, pris dans la rage de la guerre civile espagnole et assassiné (3), il n'a pas eu le loisir de résumer sa pensée en une sorte

de programme. Il en résulte des sautes d'humeur « lâcheté, idiotie, trahison » (sur le prolétariat), le « crétinisme » (sur les élections), qui peuvent entraîner des interprétations superficielles. En fait, Berneri propose : « *Il faut que tous les camarades considèrent leur travail (pour l'ouvrier : l'usine ; pour l'employé : le bureau ; pour l'enseignement : l'école, etc.) comme un terrain d'observation propice à la réflexion, et qu'ils cherchent à se cultiver professionnellement, pour leur propre émancipation, et pour renforcer le mouvement qui a, avant tout, besoin des élites, et surtout dans le monde du travail* » (1925).

Franck MINTZ

(1) Chomsky, L'Amérique et ses nouveaux mandarins, Paris, 1969, p. 325.

(2) Bolloren, La revolución española, Barcelona, 1980, pp. 595-596.

(3) J'ai toujours pensé que Togliatti avait commandité l'assassinat de Berneri.

GALA DE SOUTIEN À RADIO-LIBERTAIRE

Horoscope pour la soirée du 2 décembre

SANS prétendre concurrencer madame Soleil sur son terrain de prédiction, je suis en mesure de vous affirmer par avance que, si vous n'y prenez pas garde, votre soirée du vendredi 2 décembre sera un véritable fiasco. Votre soirée plus précisément, car votre journée se sera déroulée classiquement sans éclats dans de laborieuses occupations plus ou moins rémunératrices. Et justement, en cette fin de semaine et début de week-end, vous aurez la ferme intention de vous détendre. Hélas, je vous le dis tout de suite, les astres se ligueront contre vous ce soir-là.

C... comme la lune

Vous déciderez par exemple d'aller au cinéma. Bonne idée. Mais je me suis déjà renseigné, et vous n'aurez le choix, ce vendredi 2 décembre au soir, qu'entre *Qui veut le peau de Roger Rabbit* (déjà vu), *Qui veut la bite de Roger Rambo* et *L'es-tu-chiant* (avec Sophie Marceau). Bref, ce n'est pas ce soir-là que vous vous payerez une toile.

Inutile non plus d'envisager de dîner au restaurant. Je sais, de source sûre, qu'un préavis de grève sera déposé d'ici à quinze jours par tous les fournisseurs des Halles, pour la semaine du 2 décembre, bloquant par là même l'approvisionnement de toutes les pizzerias, gargottes et autres.

D'autre part, comme votre règlement de quittance se sera perdu dans un sac postal (vous avez Mercure et Pluton dans le 3^e décane), EDF-GDF vous aura précisément coupé le gaz ce vendredi-là. Par expérience, vous savez qu'il n'est pas facile de faire cuire des nouilles

en les passant sous le robinet d'eau chaude. Vous vous serrerez donc la ceinture, en regrettant de n'avoir pas acheté de cerge au curé quand il vous a présenté ses vœux, entre les pompiers et les égoutiers.

Vous regretterez aussi d'avoir perdu dans le métro le livre que vous lisiez, vous privant ainsi d'une soirée de caractère (événement prévisible, car Jupiter a bouché Saturne dans la maison de Vénus).

Entre le désespoir et le fromage, ne pouvant ni bouquiner, ni vous substantier, ni aller au cinéma, vous vous rabattrez sur la télévision. Hélas !, six fois hélas !, ce soir-là, il y aura encore programme minimum sur toutes les chaînes, c'est-à-dire un match de foot, une série mi « western-galactique » mi « policier-comédie de mœurs », une émission de variétés avec Linda de Souza, Alain Chamfort et Thierry le Luron (c'est une redif), un jeu où celui qui sait pleurer de joie sans inonder les pompes crées de monsieur Bouygues gagne un safari au Kenya et le dernier film avec Gérard Jugnot, Aldo Maccione et Béatrice Dalle. Bref, de quoi vous donner envie de balancer la petite lucarne par la fenêtre.

Je crois deviner que vous serez donc passablement déprimés ce vendredi 2 décembre au soir.

Oh certes, vous pourrez toujours envisager de couler des instants agréables dans un grand lit avec une personne accueillante au sexe à cueillir. Mais les astres et le calendrier sont formels, ce soir-là, le rouge sera mis, ce qui compromet les rapports (vous avez Mercure dans le themomètre et Ogino à la pointe du procréé). Et puis, vous avez Vénus et la Vierge dans la maison du Taureau, ce qui signifie que vous aurez utilisé la veille votre der-

nière capote anglaise pour emballer le pain...

Déchet radio-inactif

Désespéré, face à une soirée partant à vau-l'eau, vous allumerez la radio, comptant sur ce média pour égayer de bien tristes heures à venir. Après quelques tentatives infructueuses vous promenant du dernier tube de Julio Iglesias au dernier tube de mousse à raser, de la météo sponsorisée par les assurances au dernier jeu parrainé par la « marque-de-voiture-vainqueur-du-Paris-Dakar », vous parviendrez enfin à vous caler sur 89.4 MHz, comptant sur Radio-Libertaire pour vous apprendre ce que l'on ne dit pas toujours ailleurs et pour entendre des musiques et chansons inédites.

Fatalité ! Acharnement du sort ! Vous n'aurez droit qu'à une « bande sans fin » que vous connaissez déjà sur le bout des doigts. Dans un accès de paranoïa, persuadé que votre soirée est à l'eau, vous essayerez de vous suicider au gaz (fort heureusement..., voir plus haut) ou en vous guillotinant (bicentenaire oblige).

Il ne faut pas désespérer, Bille-en-court

Oui, je vous le dis à présent, le bonheur pourra encore poindre à l'horizon ce soir-là. Car précisément, justification de la bande sans fin, toutes les forces de Radio-Libertaire seront mobilisées à la Mutualité pour une soirée de gala. De gala de soutien.

En effet, si vous captez la « Voix sans maître » sur 89.4 MHz, ce n'est pas seulement grâce aux miracles de la radio-téléphonie sans fil,

c'est aussi parce qu'il y a une équipe derrière ; et puis l'inévitable carburant. Radio-Libertaire a beau ne pas être une de ces trop nombreuses radios qui vivent pour le fric, elle vit quand même par le fric. Inutile de vous chanter le couplet sur le coût de financement d'un média (radio ou journal), vous êtes prêts à l'entonner en cœur dans ces colonnes. Et puis, de toutes façons, Yves Peyrault ou un autre le reprendra brièvement ce vendredi 2 décembre à la Mutualité.

« Le bonheur est dans le prêt »

Car, bien sûr, même si j'ai omis de vous le dire, la solution est là. Pour lutter contre la morosité d'une soirée foutue et d'une semaine de labeur, vous n'aurez qu'à aller applaudir Xavier Lacouture et Font et Val à la Mutualité. Les astres, la numérologie, Nos-trois-anus et monsieur Spock sont formels.

Pensez donc dès à présent à conspuer le sort en passant acheter votre place à la librairie du Monde liber-

taire. Il ne vous en coûtera que 70 F ou 100 F :

• 70 francs, une assurance contre la connerie ambiante, un nettoyage à sec de votre crâne bourré de musiques et d'informations « de supermarché » ;

• 70 francs, l'assurance de compter plusieurs dizaines de mauvais jeux de mots et de coups de pieds aux culs qui ne se perdent pas ;

• 70 francs, l'assurance d'un rire franc et massif, mais pas franchouillard ni passif ;

• 70 francs, l'assurance de ma considération distinguée, car mon article s'achève ici.

N C

Note : n'oubliez pas, si vous osez, que Radio-Libertaire meurtre, n'avez pas : c'est la meilleure solution.

Les billets sont en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 48.05.34.08) au prix de 100 F et de 70 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire. Le gala aura lieu le 2 décembre à la Mutualité (24, rue Saint-Victor, 75005 Paris, métro Maubert), à 20 h.

NOTE DE LECTURE

B. Traven :

« Le visiteur du soir »

Maintenant que l'on redécouvre les œuvres de Traven, les éditions Stock ressortent de leurs tiroirs un vieux recueil. Dans *Le visiteur du soir*, on ne trouve pas le Traven solitaire des Indiens (*La Charette*) ou le révolté (*Rosa Blanca*, *La révolte des pendus*). Il s'agit de nouvelles souvent fantastiques, tournées en paraboles, où l'auteur s'est fait plaisir en mettant en scène le Mexique rural. Quant à l'introduction américaine, elle apporte quelques éléments sur la vie de l'écrivain, mais une fois de plus on y fait abstraction de son passé anarchiste ! (1). Traven s'explique d'ailleurs sur son souci d'anonymat dans la première nouvelle. « Elle pue la gloire. Aujourd'hui vous êtes célèbre... et après-demain, si vous mourez de faim, personne ne s'en souciera ». Malheureusement, Traven n'a réussi qu'à susciter plus d'intérêt ! Le premier travail serait de rendre tous ses livres disponibles au public français, notamment *The Wobbly* fondé sur son passage dans les IWW, et il y en a beaucoup d'autres non traduits. En attendant, *Le visiteur du soir* ne peut guère servir d'introduction car il n'est pas représentatif de son œuvre (quoi que fort bon). Lisez d'abord ses principaux livres (*La révolte des pendus*, par exemple), après vous n'aurez plus qu'un souhait : connaître tous les écrits de ce grand révolté.

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Voir les brochures : Les conseils de Bavière et Erich Mühsam aux éditions Partage Noir, en vente à la librairie du Monde libertaire. Mis à part *The Wobbly*, les ouvrages de Traven cités dans cet article sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 24 novembre

« Les courants d'art... » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invités Milvia Maglione, Jeanne Gatar, Sabine Monirice et Jean Stark. Le thème de l'émission sera : la condition de l'artiste et le marché de l'art.

Vendredi 25 novembre

« L'invité du jeudi » (19 h à 21 h) : le mouvement révolutionnaire ; l'ère des révolutions et le XVIII^e siècle ; les dilemmes du capitalisme ; le despotisme éclairé ; les événements révolutionnaires ; avec comme invités Jacques Godechot, Immanuel Wallerstein et Philippe Raynaud.

Samedi 26 novembre

« Rock-Contact » (16 h 30 à 18 h) : Flitox.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Albert King et Freddie King.

Dimanche 27 novembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : avec comme invité Henri Caillavet.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Gotlieb.

Mercredi 30 novembre

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : la Mutualité française, René Teulade invité de Radio-Libertaire (Proudhon et le mutualisme ?).
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : « Un gouvernement pour les femmes », avec Marie Victoire Louis, Sylvie Kramer et Thérèse Jacob.

CINÉMA

« L'œuvre au noir »

Adapté du roman de Marguerite Yourcenar, André Delvaux nous propose un film d'une grande sensibilité et authenticité.

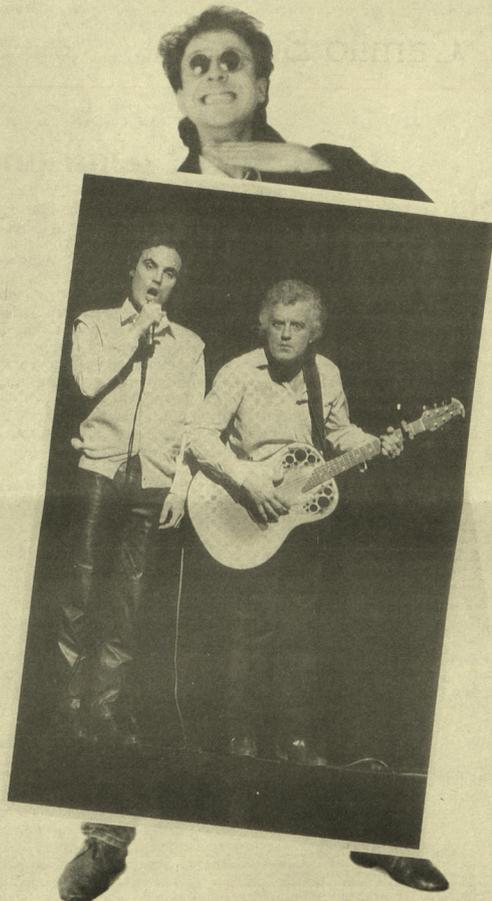
L'histoire se déroule dans les Flandres, au milieu des troubles religieux du XVI^e siècle, en pleine Inquisition. Un médecin alchimiste, Zénon, errant depuis une vingtaine d'années en Europe sous le faux nom de Sébastien Théus et recherché pour dissidence, revient à Bruges, sa ville natale. Il se croit oublié et veut passer inaperçu, comme un médecin anonyme.

Mais Zénon reste un non-conformiste. Sa pratique de médecin et son esprit libre l'amènent à porter assistance à des révoltés, à se compromettre irrésistiblement au sein du couvent où il exerce.

Certains, dont son ancienne nourrice, l'ont reconnu dans l'obscurité du gîte et le conjurent de fuir. Mais, retenu par des liens obscurs à sa terre natale, Zénon ne se résoud pas à quitter Bruges, et ce alors que le piège du pouvoir se referme sur lui.

Le décor lui-même participe au maléfice et à l'opacité de l'époque. L'aridité des paysages des Flandres répond aux tonalités sombres des murs de Bruges. Un désespoir profond parcourt le film jusqu'à la scène finale, effrayante, mystérieuse, étrangement belle.

Dans le rôle de Zénon, nous avons le plaisir de retrouver Gian Maria Volonte, acteur d'une grande sensibilité. Un film qui n'est pas sans rappeler l'actualité de ces dernières semaines marquée par l'intolérance et le fanatisme religieux. Un film à voir sans faute.

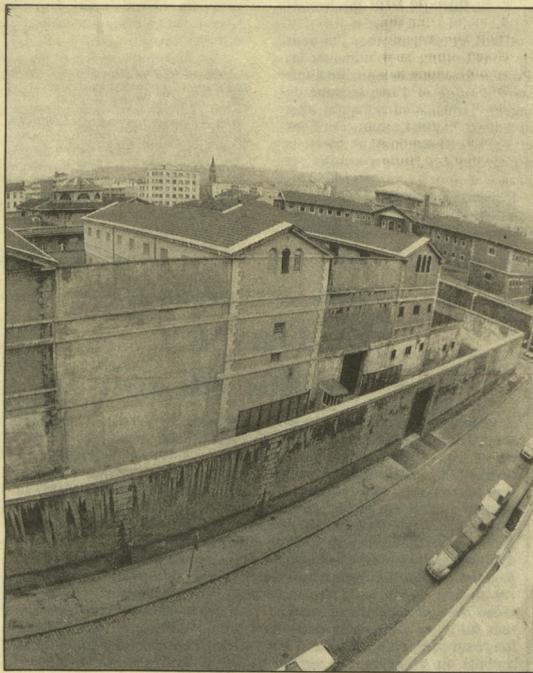
BRUNO
(Gr. Région toulonnaise)

PRISONS

Vers une solidarité nouvelle

DÉPUIS le début de l'été, nous évoquons régulièrement dans ces colonnes la constitution du mouvement national des prisonniers. Ce mouvement structuré, organisé autour de revendications précises qu'il reste à unifier, a démontré sa force, lors du refus de plateau national du 13 septembre, suivi par au moins 8 000 prisonniers. Ce mouvement se poursuit et devient incontournable, même pour l'administration pénitentiaire et pour la Chancellerie : à preuve, la première historique intervenue la semaine dernière, lors du

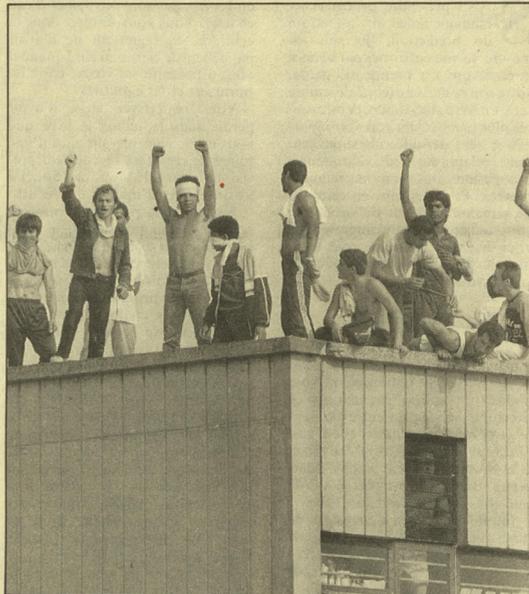
refus des 400 prisonniers de la centrale de Poissy de remonter en cellule : le ministère, conscient de l'ampleur du mouvement, a été obligé de négocier avec des représentants des prisonniers, le lendemain des faits. Les prisonniers seraient-ils enfin devenus des interlocuteurs ? Mais le mouvement des prisonniers a encore besoin de s'élargir, de s'enrichir. A ce titre, le texte que nous publions ci-dessous est révélateur de la maturité politique à laquelle accèdent les prisonniers, et de leur détermination à construire une nouvelle forme de solidarité.



« La coordination des prisonniers antifascistes est fondée. Pourquoi une coordination ? Partout, en prison ou ailleurs, la première difficulté à laquelle se trouvent confrontés les opprimés et exploités est le manque de structures permettant de se coordonner. Or, sans coordination, pas de révolution. C'est à partir de la coordination entre opprimés que se forme l'organisation révolutionnaire.

« Nous entendons par se coordonner, unir, dans un premier temps, toutes les forces personnelles. Chaque détenu rebelle possède un patrimoine de lutte certainement très riche. Nous devons faire en sorte de rassembler toutes nos expériences, tous nos enseignements concernant l'ennemi, toutes nos idées pour des initiatives de lutte, etc. Se coordonner, c'est rompre avec l'isolement carcéral en réinventant des projets qui ne se résument pas à de vulgaires fantasmes. Projeter la lutte collective pour des revendications légitimes et ponctuelles, c'est se réapproprié une partie de notre dignité et donc de liberté d'homme résistant. L'un des principes fondamentaux de toute forme de guerre est de considérer que seule l'union fait la force. Nous te proposons de participer à cette union.

« Pourquoi prisonniers antifascistes ? Une coordination, c'est vague, si elle n'est pas associée à une ligne d'ordre idéologique de base. Une coordination n'est pas une organisation politique tel un parti. Elle n'est donc pas constituée d'éléments défendant une même conception politique. Certains détenus membres de cette coordination défendent des théories anarchisantes, d'autres plus ou moins gauchisantes, voire marxisantes. Mais tous se sentent proches pour une raison fondamentale, c'est qu'ils haïssent l'injustice, l'iniquité, la répression, le racisme, etc. En gros, le fascisme. Car il faut se le dire, ici plus qu'ailleurs nous sommes victimes des fascistes. C'est l'un des fiefs du Front



national et de Force ouvrière. La haute hiérarchie se permet de menacer, de tenir des propos racistes, de passer à tabac des détenus lorsqu'ils sont au mitard ou à l'isolement. Dans ces conditions, la coordination ne peut être vraiment efficace, crédible et conséquente que si elle se définit globalement antifasciste. Il serait donc incohérent que les détenus défendant les mêmes idéaux que leurs bourreaux s'intègrent à cette coordination. Des détenus dignes ne peuvent être qu'antifascistes, donc anti-matons et anti-AP en général. Le principal étant dit, les phrases les plus courtes étant les meilleures, nous te demandons la discrétion la plus totale et ton soutien le plus généreux et, au nom de tous, nous

t'en remercions. Détermination, persévérance, pugnacité. »

La CPAF

C'est au nom de la « discrétion la plus totale » demandée dans le texte, que nous n'indiquerons pas de quelle centrale émane la coordination toute récente — son origine étant néanmoins absolument authentifiée. Par contre, il est évidemment souhaitable que ce type d'initiative se multiplie, dans toutes les prisons de France. A tous ceux qui sont, de près ou de loin, en contact avec le monde carcéral, de faire passer le message...

Pascal CHOISY

Le Pays basque, c'est pas seulement des espadrilles...

Les problèmes du Pays basque étaient à l'ordre du jour du 15 au 18 novembre dernier, à Paris, à l'occasion du procès de onze inculpés, accusés d'avoir hébergé, aidé ou noué des liens d'amitié avec des réfugiés basques, et plus particulièrement avec José Arrégui.

Ce procès fut donc celui de la solidarité au pays des droits de l'homme. Il n'est désormais plus possible de se poser la question pourtant simple : est-il pensable, en France, près de 200 ans après la Déclaration des droits de l'homme, de juger et d'emprisonner des individus pour leur simple solidarité ? Et bien oui ! Cela est pensable ! Mieux : la procédure employée à l'encontre des onze inculpés s'est déroulée en application de la loi Pasqua. L'héritage cohabitationniste n'était sans doute pas si repoussant que les grandes gueules du Parti socialiste voulaient bien nous le laisser croire. Ce qu'une loi a fait, cette fois-ci, aucune autre loi ne l'a défait. L'efficacité en matière de répression justifie l'injustifiable à droite comme à gauche avec le même arsenal, les mêmes techniques antiterroristes parfaitement bien rodées. On ne change pas une équipe qui gagne !

Le simple fait, pour un des inculpés, d'avoir porté des journaux du coin et rendu visite à Arrégui lui vaut d'être en prison depuis le 5 janvier dernier : le procureur a réclamé en notre nom (celui du peuple français) 3 ans fermes. Imaginez un peu l'angoisse du facteur qui lui a apporté son courrier.

Tout cela est d'une furie grotesque. Une fois de plus, la justice se couvre de ridicule. Cette pantalonnade grossière n'intimidera personne. Les Basques sont des centaines à pratiquer l'entraide et la solidarité face aux policiers espagnole et française. En juin 1986, près de 600 personnes ont donné leur nom pour accueillir un réfugié dans le cadre de la campagne « un réfugié, un toit ». C'est cette solidarité qui gêne et dérange les projets des Etats espagnols et français contre les réfugiés. C'est cette solidarité que l'on cherche aujourd'hui à briser pour rendre plus vulnérables les réfugiés basques.

Les tueurs du GAL dont il est maintenant prouvé qu'ils étaient manipulés par la police espagnole, malgré ses 36 meurtres, les 200 expulsions de France vers l'Espagne ou des pays tiers — en vertu de la procédure d'urgence absolue — n'ont pas pu réussir à entamer la détermination des militants abertzale et autres vers leur autodétermination. Le procès de Paris n'y parviendra pas non plus.

Emile VANHECKE (Gr. Henry-Poulaille)

CORSE Cinq ans et demi pour rien...

C'EST aux cris de « Liberté » et de « FLNC » que le cortège de voitures, rapatriant dans son pays natal Félix Tomasi, nationaliste corse, fut accueilli à Bastia, au siège de l'organisation A Riposta (1) par quelques deux cents personnes, dimanche 23 octobre, vers 17 h 30.

La veille, la Cour d'assises spéciale de Bordeaux l'a reconnu innocent de toutes les accusations criminelles qui pesaient sur lui et sur son compatriote Charles Pieri, considéré comme l'un des chefs du FLNC. Il était question de l'assassinat d'un légionnaire et de la tentative d'assassinat d'un autre militaire du centre de repos de la légion de Sarbo-Ocagnano, le 11 février 1982. On pourrait se réjouir purement et simplement de ce verdict. Il faut s'en réjouir, mais cela ne suffirait pas. Car il faut dans le même temps dénoncer le fait que Félix Tomasi et Charles Pieri ont passé plus de cinq années dans les prisons françaises par le biais et « grâce » à ce que l'Etat nomme « détention préventive ». En effet, 5 ans, 6 mois et 23 jours, tel est le record, le triste et scandaleux record que viennent d'établir ces 2 militants nationalistes corses.

La raison d'Etat

Il a fallu plus de 5 ans pour que la justice française admette l'inconsistance du dossier les con-

cernant. Notons que l'avocat général lui-même (bien qu'il réclamaient 10 ans de prison) constatait, lors du procès, « des insuffisances » notables dans ce dossier. Outre l'innocence des deux accusés, ce procès a mis en lumière d'autres faits, tel que le mauvais traitement subi lors des premiers interrogatoires par Félix Tomasi dans le but, on s'en doute, de lui arracher quelques aveux. Il n'en fut rien. Notons, de plus, que ces éventuels aveux, obtenus sous la menace, auraient servi à redorer le blason de Broussard (2), le « superfluc », chargé à l'époque de lutter contre le terrorisme en Corse.

Cet acquittement est, en réalité, un moyen détourné et ignoble de la justice française pour se donner bonne conscience. Comment un verdict purement formel pourrait-il faire oublier ces 5 ans d'enfermement ? Comment se réjouir ? Restons lucide. Il faut, en réalité, considérer cette période de détention comme une peine purgée par deux individus condamnés d'avance, sans procès, par le seul fait qu'ils font partie d'une certaine mouvance nationaliste corse. L'acquittement rentre dans une certaine logique, et on peut même le considérer comme un détail, à la rigueur, prévisible. « Félix Tomasi a passé près de six années en prison pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la justice mais avec la raison d'Etat » (3).

Lors de sa brève déclaration au siège de A Riposta, à Bastia, Tomasi a notamment remercié la foule, composée principalement de militants et de sympathisants nationalistes, de s'être déplacée non pas seulement pour lui, « mais pour tous ceux qui demeurent emprisonnés, condamnés ou en détention préventive ». N'oublions pas, en effet, que derrière cette libération, derrière cette euphorie, il reste 33 détenus politiques corses (non reconnus comme tels) incarcérés dans les prisons françaises. Il s'agit de continuer à protester contre leur incarcération sans attendre une quelconque aide de la part des médias qui se font, dans de tels cas, très discrets. En effet, la presse et la classe politique préfèrent dénoncer, par exemple, des enlèvements abusifs de certains Etats tels que l'Algérie et le Chili (bien que là-aussi à mi-voix), plutôt que de dévoiler au grand jour des situations scandaleuses « 100% françaises » qui constituent les cas de Félix Tomasi et Charles Pieri. Mais cela, malheureusement, ne nous étonne plus.

YVES-LAURENT (Gr. du XI^e)

(1) Organisation soutenant les prisonniers politiques corses.

(2) Il avait tenté d'impliquer, sans succès, l'organisation nationaliste dans une affaire de droit commun.

(3) Extrait du communiqué du Comité de soutien à la lutte du peuple corse.